

Bhopal : les assassins sont en liberté

P. 9

Lutte ouvrière

**"flexibilité"
de l'emploi:
arrogance
patronale
et
hypocrisie
syndicale**

P. 5

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 863 - 15 décembre 1984 - prix : 6 F

De de Gaulle à Mitterrand, la même politique africaine



Dans le monde

Page 8 :

- Nouvelle-Calédonie : le gouvernement voudrait ne pas choisir... mais c'est choisir l'ordre colonial.
- Kanaks et Caldoches : un témoignage.

Page 9 :

- Après la catastrophe de Bhopal : les assassins font leurs comptes.

Page 10 :

- Desmond Tutu reçu par Reagan : les dirigeants US ménagent l'avenir.

Page 11 :

- Ethiopie : la famine la plus meurtrière du siècle.

Page 20 :

- La France gendarme de l'Afrique.

En France

Page 4 :

- Un article de Rouge et la réponse de Lutte Ouvrière.

Page 5 :

- Négociation sur la « flexibilité » de l'emploi.
- Barre, Rigout, Trigano : les tocards de l'emploi.

Page 6 :

- La rafle de la Goutte-d'Or.
- Vive la crise !

Page 12 :

- Cézus Jarrie (Isère) ; Massey-Ferguson Marquette-lès-Lille.

Page 13 :

- Renault-Billancourt : les menaces de licenciement demeurent.

Pages 14 et 15 :

- Rhône-Poulenc Vitry : 303 suppressions d'emplois.
- Thomson Cergy-Pontoise : les travailleurs troublent l'inauguration.
- Rosati Dijon ; CAF Paris 19 ; Houillères de Lorraine.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livre : Billie Holiday - Lady sings the blues.
- Sélection de livres à lire ou à offrir.

Pages 18 et 19 :

- Exposition : Kandinsky à Beaubourg.
- Films : Gremlins ; Hôtel New York.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

LA CHASSE AUX PRIMES DES FONCTIONNAIRES

Ça vise bas !

Le gouvernement a rendu publique la semaine dernière une partie de l'enquête que Mauroy avait fait faire sur les primes dans la Fonction publique, appelée « rapport Blanchard ». Juste après les recommandations gouvernementales de rigueur en ce qui concerne les traitements des fonctionnaires, cela tombait bien.

Pourtant, si ce rapport démontre quelque chose, c'est bien le

Indignations d'Europe n° 1

Le jour même de la publication du rapport gouvernemental sur les primes des fonctionnaires, le vendredi 7 décembre, Europe 1 trouvait les mêmes accents que Bérégovoy quelques jours avant pour s'en prendre aux travailleurs. Dans le journal de 13 h, on y apprenait que les primes constituent 15 % du salaire des fonctionnaires (chiffre tiré du rapport), que les fonctionnaires donc ont de substantiels revenus hors de leur salaire, et qu'ils ont bien peu de raisons de se plaindre, même si leurs augmentations sont bloquées, etc., etc. Le reporter allait même jusqu'à dénoncer un abus : la prime de vélo des facteurs, qui leur aurait été maintenue alors qu'il n'y aurait plus de facteur à vélo. Quelques minutes plus tard, il s'excusait patement : nombre de facteurs venaient de téléphoner à la station pour rappeler qu'ils distribuent toujours le courrier à bicyclette...

contraire des conclusions qu'en ont tirées le gouvernement et les médias. Car lorsque l'on regarde les faits, les 15 % des revenus des fonctionnaires constitués par leurs primes leur sont bien inégalement distribués. Ce sont d'abord les plus hauts fonctionnaires, recevant les plus hauts salaires, qui touchent les plus grosses primes. Et si le blocage des augmentations de salaires touche, lui, des centaines de milliers de fonctionnaires, il écorne bien peu les revenus des plus favorisés d'entre eux, cette frange de hauts fonctionnaires qui touchent plusieurs millions de centimes de primes par an, non bloquées !

Ainsi, un trésorier payeur général touchait 23.000 F de prime mensuelle en 1982, un directeur

départemental de l'équipement 9.900 F, un directeur départemental de l'agriculture 8.800 F, un inspecteur des finances débutant 4.600 F... et un postier 20 F de prime de vélo !

C'est sans doute pour cela que le rapport publié par le gouvernement donnait essentiellement des chiffres en volume global pour l'ensemble des fonctionnaires, et très peu de précisions sur les primes par catégorie. Le ministre Le Garrec aurait revu le rapport demandé par Mauroy, et aurait décidé de n'en publier que certaines parties... C'est plus simple en effet d'estomper les privilèges des gros quand on a décidé de s'en prendre aux petits.

Nelly MEYER

LES PRIMES SCANDALEUSES DES FONCTIONNAIRES :
LES POSTIERS AU PILORI :



Prime de commandement au ministère des Affaires sociales

En juin dernier, quand il apparaissait clairement que, en 1984, tous les fonctionnaires verraient leur salaire marquer le pas et leur pouvoir d'achat baisser, Pierre Bérégovoy, alors ministre des Affaires sociales, a distribué à tous les chefs de son ministère une prime supplémentaire. D'un montant d'environ 10.000 F, cette « prime complémentaire de rendement » était versée à tous ceux qui

exerçaient des fonctions d'encadrement, en leur demandant expressément d'augmenter... le rendement des autres, comme il l'expliquait lui-même dans sa lettre d'accompagnement : « Cette prime est justifiée par les contraintes qui s'attachent aux fonctions que vous exercez. Il importe en particulier que vous animiez et dirigiez l'équipe dont vous avez la charge. Le respect des horai-

res, le volume et la qualité du travail fourni par chacun sont de votre responsabilité ».

Le moins qu'on puisse dire c'est que cette prime, versée à tous les hauts salaires du ministère, est restée en travers du gosier de tous les agents des petites catégories qui, eux, font le travail, et empochent des néflés !

Correspondant LO

L'empire d'essence

Le 11 décembre l'essence a baissé de quelques centimes : — 4 pour le super, — 3 pour l'ordinaire et — 5 pour le gazole. Ce n'est pas énorme, mais cela vaut mieux qu'une hausse. A vrai dire, l'Etat n'y est pour rien : c'est le taux du dollar qui a un peu baissé, et le prix du pétrole brut également. Normalement la baisse à la pompe aurait dû être plus importante. Mais le gouvernement a profité de la situation pour majorer une taxe parafiscale, destinée, paraît-il, à la Caisse Nationale de l'Energie (+5 centimes par litre d'essence, et + 2 pour le fuel et le gazole).

Un jour ou l'autre, la baisse actuelle disparaîtra et sera remplacée par une hausse. Mais la taxe, elle, demeurera. Le gouvernement a le sens de l'opportunité.

Dans la foulée, une autre taxe (eh oui, il y en a !), destinée à financer le Fonds spécial des grands travaux, va augmenter de 3 centimes par litre à partir du 1^{er} juin 1986. Taxe qui, elle aussi, restera.

Bref, pour le consommateur, on se demande ce qui revient le plus cher en fin de compte : une hausse de l'essence ou une baisse de l'essence ?

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

De De Gaulle à Mitterrand, la même politique africaine

Bien des travailleurs, bien des petites gens se demandent certainement ce que Mitterrand est allé faire en Afrique, et si l'argent qu'il est allé dépenser là-bas ne serait pas mieux dépensé ici, pour construire des logements, ou résorber le chômage.

Mais Mitterrand, ce politicien de la bourgeoisie déguisé en homme de gauche, n'est pas allé là-bas pour que la France aide l'Afrique à se sortir du sous-développement, ni même pour l'aider à lutter contre la famine. A ce sujet d'ailleurs, il s'est contenté de promettre un fonds d'urgence de 500 millions, après en avoir lui-même dépensé 160 rien que pour son propre voyage, le transport de sa suite et des 150 gendarmes du GIGN chargés d'assurer sa sécurité, et la rénovation des hôtels destinés à recevoir les délégations du sommet africain...

Mitterrand n'est ni de près ni de loin au service des populations africaines, pas plus qu'il n'est au service des travailleurs de France.

Ces pays d'Afrique qui participaient au sommet de Bujumbura sont presque tous d'anciennes colonies françaises, à l'exception du Zaïre, l'ex-Congo belge (mais l'un des empires financiers les plus importants de France, celui de la famille Empain, est belge !). Alors, dans ces ex-colonies d'Afrique, c'est une dizaine de sociétés métropolitaines qui ont des situations de quasi-monopole dans l'industrie et le commerce, et surtout dans la production des matières premières agricoles ou minières. Car, pendant l'époque coloniale ou depuis la décolonisation, ces pays africains servent de réservoirs de richesses à l'impérialisme européen et surtout français. Et c'est pour cette dizaine de sociétés que Mitterrand roule.

Avant la décolonisation, c'était l'armée française et quelques fonctionnaires coloniaux qui se chargeaient du maintien de l'ordre, pour permettre aux compagnies que Mitterrand est allé défendre à Bujumbura de piller les richesses africaines en toute tranquillité.

Aujourd'hui, depuis l'indépendance, cette tâche-là revient à quelques dictateurs africains dont le pouvoir est si fragile, si chancelant, qu'ils ont besoin d'avoir une puissance militaire plus forte qui puisse venir à leur secours quand ils se sentent menacés par leurs voisins ou leurs propres peuples. C'est à cela que se résume le rôle civilisateur de la France. Et c'est cette garantie-là que, de De Gaulle à Mitterrand en passant par Pompidou et Giscard, le gouvernement français offre à l'Afrique dite francophone.

Ces régimes hais de leurs populations, constamment en péril, ces dictateurs soutenus par leurs seules gardes prétoriennes, ont constamment besoin de pouvoir menacer leurs adversaires éventuels du gendarme français. Et l'impérialisme français joue dans son ex-empire colonial africain le rôle que jouent les Etats-Unis dans le monde entier.

Et c'est vrai que le contribuable français paie pour recruter, former des soldats autochtones au service des dictatures, qu'il paie pour les officiers français qui encadrent l'armée de Mobutu ou ceux qui dirigent la garde personnelle du successeur de Bokassa, ou encore pour les instructeurs français des troupes d'Hissène Habré qui massacrent les populations au sud du Tchad. Et le contribuable français paie aussi pour entretenir directement une force française d'intervention prête à voler au secours de potentats chancelants. C'est d'ailleurs parce que Mitterrand ne s'était pas précipité assez vite au secours du dictateur tchadien qu'il s'est vu boudé par certains de ces participants à la conférence de Bujumbura.

Alors, certains racistes, ici, en tireront argument pour affirmer que la France dépense de l'argent pour les Africains. Ils nous trompent.

Quand la France, celle de Mitterrand, dépense de l'argent, c'est uniquement pour que la bourgeoisie française puisse continuer à piller et réduire à la famine les peuples africains là-bas, et à exploiter les prolétaires français ici.

Arlette LAGUILLER

Creusot-Loire :

Ce sont les travailleurs qui sont liquidés

Après des mois de tergiversations, le tribunal de commerce de Paris vient de décider la mise en liquidation du groupe Creusot-Loire, conformément au plan mis en avant depuis septembre par le gouvernement. Cela devrait se traduire par le démantèlement de Creusot-Loire. Une partie seulement des activités devrait être reprise, principalement par des entreprises nationalisées, Usinor et Framatome, en ce qui concerne les branches sidérurgie, armement, énergie et chaudronnerie. Mais le sort des autres branches, qui concerne trois quarts des filiales du groupe, ainsi que beaucoup de sous-traitants, n'est pas réglé.

Les Empain, les Schneider et autres actionnaires privés, après avoir vécu pendant des années des commandes et des subventions que l'Etat a largement accordées à Creusot-Loire, puisque le seul marché que connaissait l'entreprise était le marché public, après avoir empoché des milliards de profits, ne seront pas perdants. Ils ont eu largement le temps, depuis que la liquidation était dans l'air, de retirer leurs capitaux de l'affaire, laissant aujourd'hui les pouvoirs publics se débrouiller pour éponger le déficit laissé par la faillite de Creusot-Loire : un trou de 6 à 8 milliards. Ce sont les contribuables qui vont

devoir le combler d'une manière ou d'une autre, puisque le principal créancier de Creusot-Loire est l'Etat (par les banques nationalisées) et que les principales activités aujourd'hui rachetées le sont par des entreprises nationalisées : Usinor et Framatome.

Quant aux travailleurs, pour eux, l'addition est lourde : 2 600 suppressions d'emplois, dont près de la moitié se traduiront par des licenciements, sont d'ores et déjà annoncées. Ce chiffre risque de s'alourdir, puisque Creusot-Loire employait environ 10 000 salariés. Quant aux conséquences de cette décision, elles toucheront bien plus



Une manifestation au pied du marteau pilon géant du Creusot. (AFP).

que les seuls salariés de Creusot-Loire. Dans certaines régions comme celle du Creusot, où 1 700 suppressions d'emplois sont annoncées, beaucoup de gens, commerçants, travailleurs des entreprises de sous-traitance, petits fournisseurs, vivent autour des activités de Creusot-Loire. Et ce n'est pas l'annonce, faite par le gouvernement, que les travailleurs laissés

pour compte bénéficieront de la convention sociale de la sidérurgie qui y changera grand-chose.

Telle est la « solution » trouvée par le gouvernement au problème de Creusot-Loire : les intérêts des actionnaires, comme toujours, seront préservés ; les travailleurs paieront, comme salariés réduits au chômage ou comme contribuables. Roger MEYNIER

Réponse (et fin) d'une polémique

Les camarades de la LCR nous ont annoncé leur intention de publier, dans le numéro de *Rouge* devant paraître le 14 décembre, l'article « *Rouge et la lecture rapide* », paru dans *Lutte Ouvrière* du 1^{er} décembre, et nous ont fait parvenir leur réponse qui doit l'accompagner sous le titre ci-dessus.

C'est bien volontiers que nous la publions.

A la lecture de l'article de *Lutte Ouvrière* du 1^{er} décembre, il semble qu'il y ait une divergence sur l'interprétation de la nouvelle tactique du PCF et de la CGT. Divergence, ou bien malentendu, la suite du débat le dira. Tout militant de bon sens n'y verra rien de bien dramatique.

Que deux organisations ayant des rapports privilégiés débattent publiquement, quoi de plus normal. En somme, la forme et le ton employés par Roger Girardot paraissent hors de propos, disproportionnés en regard du débat lui-même. Il est nécessaire de revenir à cette discussion en gardant son sang-froid, son self-contrôle, comme on dit...

1) Le texte d'orientation paru dans *LO* du 27 octobre indique-t-il oui ou non que, « en fait, les intérêts de la direction du PC et ceux des travailleurs ne sont pas obligatoirement contradictoires : tout dépend du niveau des luttes ! » Oui, à l'évidence. Si le PCF peut être amené à diriger des luttes, au bout

du compte seuls subsistent pour la détermination de son comportement ses intérêts particuliers d'appareil. Ayant géré l'austérité au gouvernement, la direction Marchais est discréditée dans ses propres rangs. Il n'est pas du rôle des militants révolutionnaires de la valoriser à ce point.

2) Le texte du 27 octobre formule-t-il le pronostic que « le PC, la CGT et leurs militants peuvent aller très loin sur le terrain des luttes, y compris les généraliser, y compris, à l'extrême pourquoi pas, préparer une grève générale illimitée ! » Oui, tout militant de *LO* peut le trouver dans son journal. Cette hypothèse est erronée. Les déclarations de Henri Krasucki à Bordeaux le 5 septembre (« 2 millions de travailleurs dans la rue, pourquoi pas... »), ou celles d'Aurillac le 30 novembre (« Il faut une grève nationale ») ne trouvent aucune concrétisation au cours du dernier trimestre 1984. Face aux licenciements de Creusot-Loire, à ceux de Renault, la CGT et le PCF ne lancent pas un tel mouvement. Ils lient luttes locales et négociations centrales avec leurs

contre-propositions co-gestionnaires.

3) La double page de *LO* contient-elle oui ou non la méthode recommandée par *LO*, disant que « le seul moyen de contester au PC la direction des luttes à venir c'était de prendre les devants, là où les militants du PC n'avaient pas pris le virage. D'autres sont partis du point de vue erroné que la CGT ne voulait rien faire qu'un mouvement sans lendemain ». Oui, une nouvelle fois. *LO* recommandait bien à ses militants de prendre les devants du tournant du PCF. *LO* s'est trompé sur le 25 octobre, en n'apportant que des critiques mineures aux formes d'action adoptées par la CGT le 25 octobre. D'où une situation difficile pour ses militants à chaud, dans la grève, et après, quand cette affirmation ne s'est pas trouvée confirmée par la vie elle-même. Cette erreur persistante est d'autant plus difficile à soutenir que l'aspiration des travailleurs au mouvement d'ensemble s'est heurtée à cette action avancée par la CGT. Il fallait bien, au cœur du 25 octobre, partir de ce qui était objectivement nécessaire pour les fonctionnaires, une grève générale contre la politique de Le Garrec et Fabius, participer au mouvement sur cette base, ne créer aucune illusion qui démobilise proportionnellement à son impact dans les rangs des travailleurs.

4) *LO* expliquait-il oui ou non dans son article du 27

octobre que, « dans les quelques jours qui ont précédé le 25 octobre, tout comme dans les mouvements de Renault, on a pu voir que les militants des organisations d'extrême-gauche, ceux de *LO* tout comme les autres, ont, pour des raisons en apparence seulement différentes, été surpris par le revirement du PC ! » Oui, bien sûr. Mais cette autocritique à usage interne ne nous concerne pas. C'est *LO*, pas la LCR, dans son numéro cent-onze de *Lutte de Classe* (avril 1984), qui expliquait que le PCF « n'appellerait pas plus la classe ouvrière à lutter de façon unie contre les offensives patronales et gouvernementales, qu'il ne mènerait et ne coordonnerait pas plus les luttes ouvrières. Tout au plus pourrait-il employer un langage plus radical, maintenir sa cohésion interne, le moral de ses militants et la confiance dans la politique du parti ». Ce genre d'affirmation péremptoire ne préparait évidemment pas à la tactique actuelle. Faut-il y voir la raison pour laquelle la direction de *LO* éprouve le besoin de tordre le bâton dans l'autre sens, avec si peu de nuances qu'elle va de nouveau surprendre ses militants.

5) L'article de *LO* du 27 octobre mentionnait-il autrement les comités de grève que pour souligner la difficulté de les créer, en disant que « mais cela ne se fait pas tout seul. Les travailleurs n'ont pas le temps d'apprendre au

cours même des luttes comment il faut faire ». Nous ne pensons pas que *LO* abandonne la pratique des comités de grève. Il apparaissait à travers cet article que la ligne des comités de grève était insuffisante pour répondre à une situation de réveil des militants PCF et CGT dans les entreprises. A la tête de certains mouvements dans certaines entreprises, ces militants posaient à *LO* la question de l'intervention syndicale sur laquelle elle ne donne pas de réponses. Ainsi, des luttes sans comités de grève pouvaient être importantes, luttes qu'il ne fallait pas laisser passer, qui prenaient à contre-pied une organisation éduquée autrement.

En conclusion, que *LO* s'y reprenne à deux fois, et fasse paraître dans son journal du 1^{er} décembre une relecture de ses propres thèses, n'ôte rien au texte précédemment paru. Et celui-là est erroné par le pronostic infirmé par le développement ultérieur de l'action de la CGT et du PCF. C'est pourquoi il n'aura sans doute pas résolu les problèmes posés aux militants.

Il est du domaine d'une saine tradition politique que d'engager un débat public, d'autant plus que depuis le 27 octobre, date de parution du document de *LO*, les militants d'entreprises de la LCR et de *LO* ne se sont pas fait faute d'en discuter loyalement. Peut-on attendre moins de la direction de *LO* ?

Nous devons sans doute à nos rapports privilégiés le fait de voir la rédaction de *Rouge* publier notre réponse à l'article nous concernant, paru précédemment dans *Rouge*. Et nous remercions les camarades de la LCR pour ce geste. Au moins les lecteurs de *Rouge* sauront que nous contestons la présentation qui a été faite, par *Rouge*, de ce que nous écrivions.

Mais comme, d'après le commentaire ci-dessus, il semble que *Rouge* maintienne son interprétation pour le moins particulière de notre texte du 27 octobre en affirmant que *LO* fait « une relecture de ses propres thèses », il nous vient à l'esprit de regretter que *Rouge* n'ait pas publié notre article du 27 octobre, plutôt que la réponse à Lantier. Les lecteurs de *Rouge* n'en auraient été que mieux informés.

Rouge attend de nous une discussion « loyale », nous ferons donc l'effort de ne pas prendre modèle sur la façon dont sa rédaction l'a engagée.

Rouge reconnaît qu'il y a « une situation de réveil des militants CGT, PCF dans les entreprises ». Est-ce tellement gênant de le dire ! Non, puisque c'est la vérité.

Oui, il s'agissait le 25 octobre, comme depuis, et comme il s'agira probablement dans les semaines, voire les mois qui viennent, de « prendre les devants », par rapport aux militants du PC et de la CGT, si l'on veut être en mesure — justement — de permettre aux travailleurs de diriger démocratiquement leurs luttes par l'intermédiaire de comités de grève élus par des assemblées générales de grévistes et représentant les intérêts de ces derniers plutôt que ceux des appa-

reils. C'était là l'objet de notre article, pour qui sait lire.

Prendre les devants, cela ne veut pas dire tirer en arrière. Cela voulait dire, le 25 octobre, appeler à la grève pour être de ceux qui entraînent les travailleurs à lutter et pas de ceux qui posent des conditions... pour ne pas le faire. Un tract central de la LCR, distribué pour le 25 octobre dans toutes les branches de fonctionnaires concernées, ne contenait que des critiques — par ailleurs justes — contre la stratégie des fédérations de fonctionnaires qui appelaient au mouvement, mais pas un appel réel à la grève et pas une critique, pas même un mot sur la politique de la CFDT qui n'appelait pas. Était-ce les fédérations appelant à la grève qui n'étaient pas unitaires, ou la CFDT ? Les travailleurs qui ont lu ce

tract n'ont pas eu le droit de le savoir.

Notre « autocritique », comme l'écrit *Rouge*, ne concernait donc pas que ceux de nos propres camarades qui n'avaient pas été assez offensifs pour la préparation de cette journée. Elle concernait tous les militants de l'extrême gauche, y compris ceux de la LCR. La LCR l'a d'ailleurs bien interprété ainsi ; en témoignent non seulement l'article en question, mais celui qu'en guise de « fin de polémique » sans doute, elle a cru nécessaire de consacrer dans son mensuel *Critique Communiste*.

Notre problème, c'est de comprendre comment faire en sorte, dans la situation actuelle, que les militants révolutionnaires soient à même de participer à la direction des luttes de la classe ouvrière. Il n'est pas de donner des conseils ou

des « bons points » aux confédérations syndicales. Il nous est si étranger de vouloir valoriser, « à ce point » ou pas, la politique de telle ou telle centrale syndicale ou du PCF, qu'il nous paraît extravagant que l'on puisse interpréter ce que nous avons écrit de cette façon.

De même que l'idée de faire dépendre « l'importance d'une lutte » de la présence ou de l'absence d'un comité de grève nous paraît si puérile, qu'il faut sûrement un bourreau bien habile à torturer les textes pour faire avouer cela aux nôtres.

Mais tout cela est secondaire ; ce que nous voulons seulement retenir, c'est que, si nous comprenons bien, nos camarades de la LCR vont dorénavant nous précéder sur ce que les rédacteurs de *Rouge* appellent « la ligne des comités de grève ». Enfin !

R.G.

Arrogance patronale et hypocrisie syndicale

Lundi 10 décembre, à la reprise des négociations patronat-syndicats sur la « flexibilité de l'emploi », tous les syndicats s'étaient déclarés hostiles aux propositions patronales. Edmond Maire, le dirigeant de la CFDT, s'était même indigné la veille sur TF1 que, « malgré douze séances de négociations, le CNPF a fait des propositions comme si on n'avait jamais discuté... » Et de craindre que le CNPF compte sur le gouvernement pour imposer par décret des reculs sur la législation sociale, au cas où il n'y aurait pas d'accord contractuel patronat-syndicats, comme s'il ne le savait pas d'avance !

Entamée déjà depuis de nombreuses semaines, la négociation porte sur un aménagement de la législation sociale, et notamment à la demande pressante du patronat, sur la possibilité de faire jouer les horaires de travail au gré des commandes, sur la possibilité de modifier les procédures

d'embauche et de licenciements pour faciliter ces derniers, et enfin sur l'allègement, pour les petites et moyennes entreprises, des obligations en matière de représentation des travailleurs, délégués du personnel, comités d'entreprise et comités d'hygiène et de sécurité.

Pour l'hypocrite Edmond Maire, le patronat « exagère », il n'est pas raisonnable, il ne joue pas le jeu de la négociation avec des syndicats qui, comme la CFDT, étaient pourtant prêts à réviser en baisse la législation sociale !

Oui, n'en déplaise à Edmond Maire, c'est ouvertement que le patronat proclame vouloir profiter du chômage pour obtenir du gouvernement qu'il réduise encore les lois sociales concédées dans la période précédente. Il se fiche pas mal des négociations avec les syndicats et il se fiche des syndicats tout court, assuré qu'il est de la bonne volonté du gouvernement socialiste à son égard.

Alors, il n'est pas besoin de piquer une fausse colère pour constater que ces discussions autour du tapis

vert ne servent à rien : tout le monde le sait. Les syndicats s'y ridiculisent, mais ils ont beau protester, tempêter, ils n'ont pu se passer de leur drogue favorite et se sont rendus à ces discussions paritaires, même la CGT qui pourtant s'est différenciée un peu des autres en déclarant dès le début son opposition de principe à toute remise en question de la législation sociale.

La CFDT, FO, CFTC et CGC, elles, s'étaient rencontrées à plusieurs reprises et étaient prêtes à la conciliation, cherchant désespérément la concession que le patronat pourrait lâcher, leur permettant de signer quelque chose. Ce qu'elles ont d'ailleurs cru trouver quand les représentants patronaux ont déclaré renoncer aux « ENCA » (les « emplois à contraintes allégées »). Mais s'ils renonçaient formellement à la dénomination, les patrons n'ont en rien abandonné quant au fond leurs projets. Et, le nom en moins, ce sont les mêmes exigences qui sont revenues sur le tapis. Ce qui n'arrangeait en rien les affaires de ces syndicats à

qui « il faut du grain à moudre », des accords à signer, pour justifier leur existence.

Mais le patronat n'est disposé à aucune concession réelle, et pour cause. Il y a du chômage, le marché du travail est en sa faveur et il mène, lui, franchement son offensive économique contre la classe ouvrière. A vrai dire, les patrons n'ont pas attendu qu'il y ait de nouveaux textes pour mettre en « chômage technique » les ouvriers à un moment, et leur faire effectuer des heures supplémentaires à un autre. Ils n'ont pas attendu l'accord des syndicats ni celui du gouvernement pour embaucher en intérim ou en contrat à « durée déterminée » des travailleurs qu'ils paient au rabais et dont ils se débarrassent avant d'être contraints par la législation de les embaucher « définitivement ». Et, dans les petites entreprises, les patrons n'ont pas attendu d'être couverts par de nouvelles lois, plus défavorables aux travailleurs, pour piétiner les droits syndicaux.

Il n'en reste pas moins qu'avec la crise les patrons souhaitent retirer ces bar-

rières légales, si modestes soient-elles, pour ne plus avoir à les sauter. L'expérience leur a montré qu'ils avaient le gouvernement de leur côté pour cela, et qu'il n'était même pas besoin de l'accord des syndicats.

Et c'est bien cela que la crise montre : que les syndicats ne servent à rien. Ils ont beau s'accrocher au tapis vert, le patronat et le gouvernement les font passer sous la table.

Le seul terrain sur lequel les travailleurs peuvent faire pièce aux prétentions du patronat, c'est celui d'une offensive généralisée qui rétablisse un rapport de forces favorable aux travailleurs, en dépit de la situation économique. Mais cela, les centrales syndicales n'en veulent surtout pas. Car elles sont raisonnables, elles ; elles veulent toujours jouer le jeu de la collaboration de classes quand cela fait belle lurette que le patronat ne le joue plus.

Seulement, la crise économique, c'est la guerre économique. Un temps où les professionnels du tapis vert n'ont plus de raisons d'être...

Louis GUILBERT

Barre, Rigout, Trigano :

les tocards de l'emploi se suivent...

Depuis une dizaine d'années que la crise existe, tous les gouvernements successifs ont tenté de faire disparaître les chômeurs des statistiques, à défaut de résorber le chômage. Après l'époque des stages Barre, il y a eu — et il y a toujours — les stages de formation alternée, les stages emploi-formation, etc. Il y en a six en tout, sans compter les nouveaux TUC, travaux d'utilité collective.

C'est très compliqué, on s'y perd. Le gouvernement va donc dépenser 12 millions de francs dans une vaste campagne de publicité pour « faire connaître toutes les mesures proposées aux jeunes ». Espérons qu'ils vont réussir à s'y retrouver.

Au sujet des stages Rigout, une polémique est apparue. Un rapport d'un professeur du Conservatoire National des Arts et Métiers déclarait que seulement 23 % des jeunes sortis d'un stage Rigout avaient trouvé du travail à la sortie, contre... 45 % pour les jeunes qui n'avaient pas suivi un tel stage ! Pas du tout, ont riposté les « rigoutistes », il y en a en réalité

36 %, et la comparaison est faussée parce que, tandis que les uns suivaient le stage — et ne cherchaient donc pas de travail — les autres en trouvaient parfois...

La querelle d'experts en est là. Mais, quoi qu'il en soit, le résultat n'est pas mirobolant, et surtout le rapport le plus favorable fait apparaître que seulement 20,8 % des jeunes concernés par les stages Rigout (13.000 en tout) avaient pu se maintenir dans leur emploi. Et comme on estime que parmi les chômeurs il a un million cinq cent mille jeunes de moins de 25 ans...

La promesse de Fabius (« Avant la fin de l'année 1985, tout jeune de moins de 21 ans aura ou un emploi, ou une formation, ou une activité ») n'est donc pas près d'être tenue.

Cela dit, le nouveau truc à l'ordre du jour ce sont les TUC, qui créent une nouvelle variété de stagiaires, les « Tucards ».

Tout fiers, les chefs de l'opération, les têtes de TUC, Michel Delebarre, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation,



Gilbert Trigano reçu par Laurent Fabius le 10 décembre. (AFP)

assisté d'Huguette Bouchardeau, ministre de l'Environnement, ont déclaré à la presse que 40.000 TUC sont en route et que d'autres dossiers arrivent en masse.

Ce qu'ils n'ont pas dit — et que révèle le *Canard Enchaîné* du 12 décembre

— c'est que Gilbert Trigano, le « quasi-ministre » chargé des « nouvelles formations », va utiliser une partie des tucards à récupérer les piscines et nettoyer les courts de tennis de ses centres de vacances.

On change les animateurs, les emballages, mais

c'est toujours la même poudre aux yeux. Les remarques de Trigano sur ses solutions « par le petit bout, quotidiennes, au ras des pâquerettes », annoncent déjà, quant à elles, les futurs bilans... dans deux ou trois ans : au ras des pâquerettes, eux aussi !

Jacques FONTENOY

Vive la crise !

Dans son numéro du 7 décembre 1984, le journal économique et patronal *L'Expansion* publie son analyse de la conjoncture.

Il note un « *ralentissement des salaires* », avec un taux horaire qui n'aurait augmenté que de 0,8 % au troisième trimestre de cette année, « *chiffre le plus bas depuis... 1959* ». « *Sur un an, la hausse est tombée à 6,5 %, un minimum depuis 1967* ».

En même temps la production a crû (+ 1 à 2 %) avec des effectifs en baisse (— 1 %), ce qui a « *dégagé des gains de productivité importants (2 à 3 %)* ».

L'Expansion évalue que, pour chaque unité produite dans une entreprise, le coût salarial n'a augmenté que de 4 %, tandis que « *les prix restent sur une pente de 7 %* ».

Conclusion évidente : « *Le déplacement de valeur ajoutée au profit des sociétés est considérable* ».

Autrement dit, « *le sacrifice des ménages a incontestablement permis aux comptes des entreprises de s'améliorer* ».

Voilà qui est parler clair ! et la crise, comme le constate donc *L'Expansion*, n'empêche nullement l'expansion des profits.

De mal en pis

Chacun sait que les patrons investissent peu en France. Et quand ils le font, c'est pour accroître la productivité et non la production.

En conséquence la production n'a augmenté que de 1,3 % en 1984, et elle n'augmenterait que de 1,8 % en 1985, selon les prévisions.

Chiffres totalement insuffisants, non seulement pour

résorber le chômage — de cela il n'est pas question — mais même pour le maintenir au niveau actuel.

En conséquence, selon un rapport du Conseil économique et social, le chômage va augmenter l'an prochain. Il pourrait dépasser 12 % de la population active en 1985, contre 10,3 % en septembre 1984.

Heureusement qu'il y a l'abbé Pierre !

La chair est faible

Un P-DG d'une entreprise de restauration du Pas-de-Calais, qui fournissait de la nourriture à des cantines et à des collectivités, vient d'être inculpé de « *banqueroute, abus de biens sociaux, présentation de faux bilans et infractions aux règlements vétérinaires* ». On a découvert dans les frigos de l'entreprise de grosses quantités de viande avariée. Un employé raconte qu'il lui est arrivé de recevoir, pour faire des merguez, de la viande déjà joliment colorée en vert et en

jaune.

Les 80 employés de l'entreprise se taisaient, car c'était cela ou la porte. Et il y a beaucoup de chômage dans le Pas-de-Calais...

Mais quand le P-DG a voulu licencier onze de ses employés, une inspection a découvert le pot... à viande.

Reste à savoir si d'autres bouchers, traiteurs et restaurateurs en gros (ou en petit) ne sont pas train d'en faire autant...

Le démocrate au bulldozer

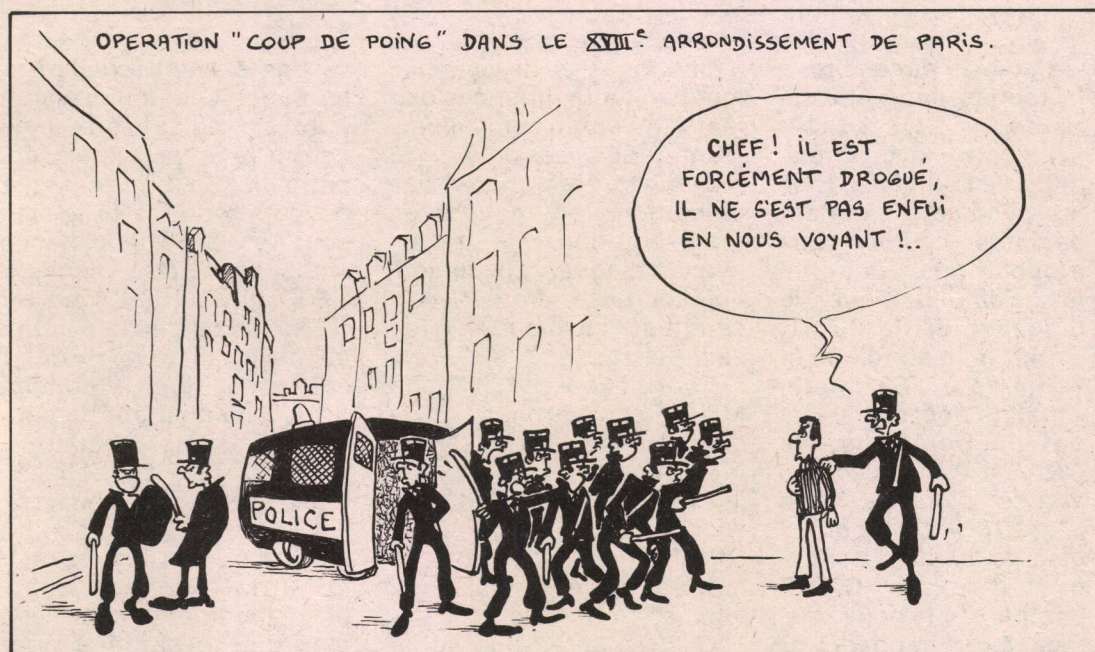
Depuis son élection en avril 1983, Jean Caillon-neau, maire UDF de Sèvres (Hauts-de-Seine) tentait de récupérer une usine de caoutchouc désaffectée où l'ancienne municipalité communiste avait installé un certain nombre d'associations culturelles et sociales. En faisant des pieds et des mains, il avait quand même réussi, en août dernier, à obtenir un jugement d'expulsion contre l'une d'entre elles. Sur ce jugement, la cour d'appel de Versailles revenait cependant le 30 novembre, exigeant la réintégration de l'association dans les locaux.

Eh bien, le maire vient de trouver une parade à ces tri-

bunaux qui veulent l'empêcher d'expulser en paix : rendre les locaux inutilisables. Le vendredi 7 décembre, il a envoyé les bulldozers commencer la démolition. Et si le lundi 10 les travaux ont été suspendus à la suite d'une action en référé des associations, elles ne peuvent plus réintégrer que des ruines.

Ces prétendus démocrates de l'UDF, qui osaient faire semblant d'être scandalisés lorsqu'une certaine mairie de Vitry avait envoyé elle aussi les bulldozers pour déloger des locataires qui refusaient de se laisser expulser, ne respectent la loi que lorsqu'elle les arrange.

La rafle de la Goutte-d'Or



Le 6 décembre, grande rafle dans le quartier de la Goutte-d'Or (Paris XVIII^e) : 400 à 500 policiers étaient censés, sur commission rogatoire du juge Debré, perquisitionner dans 6 bars et 4 îlots pour rechercher de

la drogue.

Résultat : 800 personnes retenues, 250 amenées au Quai des Orfèvres, selon les chiffres de *Libération*. Des empreintes digitales relevées largement... au cas où, parmi les personnes interpellées, se trouverait le tueur de vieilles dames du XVIII^e ! Enfin, 11 personnes interpellées pour trafic de stupéfiants et 13 pour infraction à la législation sur les étrangers. En réalité, les policiers ont vérifié

systématiquement les papiers des Noirs et des Maghrébins. Et cette opération, comme tant d'autres, sous couvert de la lutte contre l'insécurité, a fini par se traduire par l'expulsion de travailleurs immigrés qui n'ont pas leurs papiers en règle.

Alors, recherche de drogue ou tentative d'intimidation dans un quartier habité essentiellement par des immigrés ? On peut se poser la question !

Un séjour parmi les pauvres

Dans le numéro du *Point* du 10 décembre, on peut lire un reportage d'un journaliste, Dominique Audibert, parti vivre une semaine parmi... les « *nouveaux pauvres* ». Comme ce journaliste américain qui s'était mis pour quelque temps « *dans la peau d'un Noir* », il s'est mis, lui, dans la peau d'un pauvre.

Habillé de vêtements usés, il a quitté son appartement parisien pour se mettre à vivre sans argent dans la rue, la vie des « *sans domicile fixe* ».

Il a fait la manche sur un marché, mangé des soupes populaires, s'est réfugié dans des centres d'accueil qui refusent du monde, a dormi sur les bancs du métro, s'est bousculé au bureau d'aide sociale, etc. Il a pu constater qu'avec lui il y avait beaucoup de monde et le plus souvent, non des clochards, mais des gens que le chômage a fait « *plonger* ».

Il a vite senti, aux regards des passants qui ne le voyaient plus ou détournaient les yeux, qu'à deux pas de chez lui il était passé dans un autre monde.

Et au bout de quatre jours, de son propre aveu, il a « *craqué* » et est rentré au journal vaguement honteux de n'avoir pas tenu jusqu'au bout.

Il serait intéressant que messieurs Bérégovoy, Fabius, Gattaz et quelques autres producteurs de « *nouveaux pauvres* » aillent faire un stage de quelques jours au sein de la pauvreté.

Ne les troublez pas : ils se concentrent

Selon l'AFP, aux USA 10 % des familles américaines les plus riches contrôlaient 57 % des « *patrimoines familiaux* » américains en 1983. Et si on laisse de côté les maisons et propriétés immobilières, c'est-à-dire si on ne tient compte que des entreprises, 54 % des

« *patrimoines familiaux* » des Etats-Unis appartenaient à 2 % des familles.

Mais alors, que reste-t-il pour les autres ? Eh bien, il leur reste le droit de vote : le lot de consolation, face à ceux qui détiennent la réalité du pouvoir.

Rabbi Chirac

Chaque candidat français à la présidence de la République doit, un jour ou l'autre, accomplir son pèlerinage à Jérusalem. Mitterrand, Giscard, Barre l'ont fait. Chirac ne pouvait s'y dérober. D'autant plus que Mitterrand vient juste de rencontrer le Premier ministre israélien à Paris.

Chirac s'est donc montré dans les divers lieux saints et dans une synagogue avec un joli chapeau. Si Paris valait bien une messe catholique, l'Elysée mérite bien un office

religieux juif.

Car l'Elysée, qui sait, est peut-être à ce prix : il existe en Israël cinquante mille Juifs d'origine française qui bénéficient du double droit de vote. Et il existe en France quelques centaines de milliers de Juifs qui ont aussi le droit de vote. Et parfois l'Elysée est à quelques centaines de milliers de voix près.

Ce créneau explique pourquoi il y a tant de candidats à la présidence sur les murailles de Jérusalem.

Le baron veut bien payer la moitié à sa moitié

Le baron Heinrich Thyssen est dans une situation délicate.

D'après *Le Journal du Dimanche* du 9 décembre, le baron, qui demande le divorce, voit sa femme lui réclamer une somme de 550 millions de francs et une pension mensuelle de 940.000 F environ, plus quelques petites babioles,

trois maisons entre autres. Le baron se déclare prêt à payer, mais la moitié.

La pension, à elle seule, correspond à plus de 220 fois le SMIC.

C'est qu'il est plus facile de cacher ses revenus à son percepteur qu'à sa femme !

L'abbé Pierre qui roule... pour qui ?

La nouvelle croisade de l'abbé Pierre contre la misère a reçu déjà beaucoup d'appuis parmi des gens qui jusqu'alors ne s'étaient pas précisément fait remarquer par leurs soutiens aux pauvres gens : Chirac tout d'abord, qui a inauguré avec l'abbé Pierre le sapin de 15 mètres de haut planté devant le siège de France-Soir et qui fait ouvrir toutes ses mairies d'arrondissement pour recueillir des dons. Hersant ensuite, le directeur de France-Soir, dont l'abbé Pierre a dit : « On fera le procès de cet ancien vichyssois » (cité dans une interview au *Nouvel Observateur* du 7 décembre), mais qu'apparemment le bon abbé a su pardonner. Les transports Calberson, qui

transporteront les dons. Michel Rocard aussi, qui, en tant que ministre de l'Agriculture, a autorisé la coupe d'un sapin dans la forêt de Fontainebleau, etc., etc. C'est un assaut de générosités destiné à encourager le bon peuple « privilégié » à partager avec les « nouveaux pauvres ».

Car l'abbé Pierre a clairement désigné l'ennemi : « Aujourd'hui, l'emploi et la sécurité sont un privilège, qu'il faut partager en acceptant une baisse des revenus. Si vous n'y consentez pas, vous, les fonctionnaires, vous les techniciens des industries de pointe, vous les nouveaux riches de la crise, vous y serez contraints ».

Mais ce que l'abbé Pierre

ne dit pas, malgré son « franc parler », c'est que ceux qui ont un emploi, fonctionnaires, techniciens et autres, ont déjà partagé. Et parce qu'ils y étaient contraints. Mais pas avec les pauvres, non : avec les riches, avec les patrons à qui l'Etat a versé des milliards retirés aux salariés. Pourquoi l'abbé Pierre ne réclame-t-il pas ces milliards aux bourgeois ? Il y aurait là de quoi améliorer le sort des miséreux d'une façon bien plus conséquente que ce que rapportera sa campagne actuelle.

Mais, pour les vrais riches, l'abbé Pierre a un autre programme : « Vous, les riches, vous avez le devoir de dépenser, de consommer. Vous avez le devoir de créer des entrepri-



Entre les deux vedettes, Daniel Guichard et l'abbé Pierre, une troisième : Chirac. (AFP).

ses, des emplois et des salaires » (*Nouvel Observateur*).

Et si les riches n'investissent guère, en ce qui concerne les dépenses et la consommation, ils mon-

trent l'exemple d'une charité bien ordonnée.

Mais n'est-ce pas déjà énorme, mon dieu, de pouvoir faire ainsi plaisir à quelques-uns ?

A.V.

Les prisons débordent

Les détenus étaient, au 1^{er} décembre dernier, au nombre de 44 067 dans les prisons françaises ; soit 1 300 de plus que le mois précédent. Tous les records sont battus, y compris celui détenu par Peyrefitte quand il était ministre de la Justice : il y avait alors 41 000 détenus. Les prisons françaises comptant 31 500 places, on imagine les conditions de détention.

Sur ces emprisonnés, 22 803, soit 51,74 %, sont en détention provisoire. Le chiffre est lui

aussi en augmentation : il était « seulement » de 50,3 % il y a un mois. Toutes sortes de raisons sont avancées pour expliquer cette croissance, alors que les gouvernements prétendent, depuis déjà plusieurs années, chercher à remédier à cet état de choses scandaleux : les prisons peuplées de gens pas encore reconnus coupables et donc... « présumés innocents » !

Est-ce que les détenus sont plus nombreux à ne pouvoir présenter des garanties

d'emploi ou de logement, qui leur permettraient d'être remis en liberté en attendant d'être jugés ? Est-ce parce que les tribunaux, les juges, le personnel sont débordés de travail ? Ou est-ce que tout simplement les instructions du ministère de la Justice, si instructions il y a eu, sont restées lettre morte ?

En tout cas Badinter, que ses adversaires de droite accusent de libéralisme excessif, voire de laxisme, a de quoi répondre : ses prisons valent celles de Peyrefitte.

Un fût peut en cacher un autre

484 fûts de polychlorobiphényle (PCB), produit hautement toxique, stockés dans un hangar branlant : c'est ce qu'indirectement la catastrophe de Bhopal a permis de découvrir. Plus exactement, de redécouvrir. Car ces fûts, qui représentent quelque 72 tonnes de produit, étaient stockés à Saint-Quentin, dans le hangar même où l'on avait retrouvé en mars 1983 les fûts de dioxine provenant de Seveso.

C'est dire que beaucoup de

responsables, au niveau des pouvoirs publics, en particulier au niveau du ministère de l'Environnement, étaient au courant de l'existence de ces fûts restés en souffrance.

Seulement voilà, le retraitement de ce produit coûterait près de 350 000 francs, et personne ne veut payer la facture, ni le propriétaire du hangar, ni la société qui a rassemblé ces fûts (société d'ailleurs mise depuis en liquidation), ni le

ministère de l'Environnement.

En attendant, tout ce beau monde a préféré étouffer l'affaire. La population de Saint-Quentin a dû apprécier.

Quant au ministre de l'Environnement, Huguette Bouchardeau, elle affirme aujourd'hui vouloir agir rapidement. Alors rendez-vous est pris... dans un an. A moins que, d'ici là, il ne faille faire de la place sous le hangar pour stocker d'autres fûts !

Les vieux les plus jeunes

Parmi les cartes de vœux, 800 ouvriers et cadres moyens de l'usine japonaise de téléviseurs Hitachi implantée en Grande-Bretagne ont reçu une lettre de leur direction, leur conseillant vivement de démissionner...

Ces 800 travailleurs auraient tous en commun de n'être plus à même de faire face « aux exigences » de la technologie moderne, car ils ont atteint l'âge fatidique de... 35 ans !

En échange de leur démis-

sion et s'ils quittent l'usine avant Noël, la direction promettrait de leur verser une indemnité de 20 000 F et d'embaucher à leur place l'un de leurs enfants.

Cela apparaîtrait comme un canular... si l'on n'apprenait pas en même temps que dans une usine concurrente, l'usine Toshiba implantée à Plymouth, les patrons ont réussi à abaisser à 24 ans l'âge moyen des ouvriers. Les indemnités versées aux licenciés ou aux

démissionnaires seraient largement compensées par les primes versées par le gouvernement pour embaucher des jeunes à la place des « vieux » ; d'autant plus que ces jeunes sont payés comme des apprentis.

En somme, après les « nouveaux pauvres », voilà les « nouveaux vieux » qui viennent de sortir. En société capitaliste, rien n'arrête l'innovation.

S.F.

INDE

Scènes d'exode à Bhopal

A Bhopal, la population vit toujours dans la crainte. Ce n'est plus le nuage de gaz toxique qui en est la cause, mais les 15 tonnes d'isocyanate de méthyle qui restent stockées dans l'usine et qui, selon les dires mêmes des autorités indiennes, constituent « une véritable bombe à retardement ».

Des scientifiques ont parait-il estimé que le meilleur moyen de s'en débarrasser était de remettre l'usine en marche pour quelques jours et de fabriquer du pesticide.

Mais à qui le chef du gouvernement peut-il faire croire aujourd'hui, comme il a essayé de le faire par un discours télévisé destiné à rassurer la population, que « cette méthode est sûre à 100 % » ?

Depuis le mardi 11 décembre, depuis que circulent les rumeurs concernant la reprise de l'activité de l'usine, c'est l'exode : 40 000 à 50 000 personnes ont pris d'assaut les

trains et les autocars. Les files d'attente s'allongent devant les pompes à essence...

Car les habitants de Bhopal ont toutes les raisons de ne pas faire confiance à des dirigeants qui ont couvert les agissements de l'Union Carbide, qui l'ont laissée faire, qui ont profité de la manne qu'elle représentait. Ils ont bien des raisons de croire le gouvernement incapable d'organiser, comme il le prétend, « l'évacuation de 125 000 personnes », « prévue pour le cas où le moindre incident surviendrait », et de penser que la décision de ne pas évacuer la ville ou les quartiers dangereux procède plus du manque de moyens que d'une décision responsable. Quant au trust américain responsable de la catastrophe, que fait-il, lui, pour mettre à la disposition de la municipalité de Bhopal les moyens suffisants ?

S.F.

(voir nos autres articles page 7)

ITALIE

Les juges dans le filet

Les coups de filet contre la Mafia continuent en Italie. Cette fois, mardi 11 décembre, ce n'est pas moins de quatre cents mandats d'arrêt qui ont été lancés par la magistrature turinoise. Car désormais les arrestations débordent largement la Sicile pour s'étendre à tout le territoire. La plupart des clans siciliens de la Mafia ont essaimé, en effet, dans les grandes villes italiennes, notamment Milan, Turin et Rome.

Cette fois, la vague d'arrestations touche particulièrement le clan des « Catanais », la Mafia de la ville de Catane, sur la côte orientale de la Sicile, devenue particulièrement puissante ces dernières années. Dans la liste des personnes arrêtées figurent en bonne place le président de la

cour d'assises et un ancien président de la cour d'appel de cette ville. Le premier, le juge Perrachio, avait récemment accordé un non-lieu à quatre personnes accusées de l'assassinat de trois carabinieri, pour lesquelles le ministère public demandait la prison à vie.

Il est vrai que, côté carabinieri, on n'est pas en reste, puisque le colonel de carabinieri responsable de la région de Catane a aussi été arrêté sous l'inculpation d'association criminelle. Lui aussi, selon les révélations de mafiosi repentis, était lié à la Mafia locale.

Allez y comprendre quelque chose : pour une fois que juges et policiers marchent du même pas, ils se retrouvent en prison !

Le gouvernement voudrait ne pas choisir... mais c'est choisir l'ordre colonial

Huit jours après l'embuscade de Hienghène, en Nouvelle-Calédonie, il semble que l'ensemble des auteurs de cette fusillade, où ont trouvé la mort finalement dix indépendantistes kanaks, soient sous les verrous : il s'agit, comme c'était évident dès le début, de colons caldoches. Une partie de la presse a bien évoqué le fait qu'il s'agissait de « métis », ce qui est de toute façon le cas de la plupart des « petits Blancs » de la brousse calédonienne. Mais il est clair en tout cas que les assassins n'ont pas agi, comme on a tenté de le prétendre, en réaction à l'incendie d'une ferme par les indépendantistes : il s'agissait bel et bien d'une embuscade préméditée, organisée tout exprès pour « tuer du Kanak ».

La fusillade de Hienghène donne la mesure de l'état d'esprit de bien des « petits Blancs » calédoniens, qui sont aujourd'hui armés et mobilisés, et bien souvent prêts à tuer par racisme, par panique devant les revendications de dignité du peuple kanak. C'est sur cette attitude que la droite locale spéculait et c'est elle qu'elle encourage et organise, tandis que les ténors de la droite française n'hésitent pas à déclarer, comme l'a fait le RPR Claude Labbé à l'Assemblée nationale, que la fusillade de Hienghène pouvait être « assimilée à de l'autodéfense ».

Aujourd'hui, on parle d'apaisement en Nouvelle-Calédonie. Mais cet apaisement est surtout le fait des indépendantistes kanaks, qui

ont levé les barrages érigés depuis le 18 novembre dans l'île, afin d'engager la négociation avec le nouvel envoyé du gouvernement français, Pisani. Les tenants du maintien de l'ordre colonial, eux, parlent haut et fort et proclament qu'ils ne bougeront pas, accusant le gouvernement socialiste de toutes les complaisances à l'égard des indépendantistes.

Mais justement, que prépare maintenant l'envoyé de ce gouvernement, Pisani, dépêché en Nouvelle-Calédonie pour élaborer au plus vite une « solution » ? Pour le moment, il a reçu les différents dirigeants locaux et envoyé un questionnaire, tant aux indépendantistes qu'aux anti-indépendantistes, pour leur faire préciser comment ils voient l'avenir dans

les deux hypothèses. En fait, le gouvernement cherche à négocier avec les représentants du FLNKS une forme d'indépendance de la Nouvelle-Calédonie qui permette de maintenir l'essentiel des liens économiques de l'impérialisme français et qui lui permette d'éviter l'affrontement avec les Caldoches et avec la droite française. Et c'est bien cette politique qui est dangereuse pour le peuple kanak.

Car, tandis que le FLNKS s'affirme d'avance prêt à jouer le jeu d'une telle négociation, déclare n'être pas prêt à la guerre civile, une partie des Européens de Nouvelle-Calédonie, eux, se préparent à un affrontement. Comme l'a déclaré un porte-parole du FLNKS lui-même au journal *Le Monde* : « Nous

nous appuyons sur notre droit, ils s'appuient sur le fusil ».

Aussi « l'apaisement » en Nouvelle-Calédonie, de toute évidence, ne peut être que provisoire. Et le peuple kanak en tout cas ne peut pas compter, pour conquérir ses droits et sa dignité, sur le gouvernement socialiste. Celui-ci voudrait surtout ne pas avoir à choisir. Mais cela revient quand même, justement, aujourd'hui, à choisir le maintien du statu quo colonial. Et le risque existe qu'on voie demain ce gouvernement, ou son successeur, par veulerie et lâcheté, choisir ouvertement le camp des assassins de Hienghène, tout comme fit autrefois un certain Guy Mollet, cédant aux tomates des ultra-colonialistes d'Alger.

André FRY

Kanaks et Caldoches, le témoignage d'une lectrice

Une lectrice de Paris, qui a vécu six ans en Nouvelle-Calédonie, nous a fait une description de la situation là-bas, et notamment de la façon dont lui sont apparus les rapports entre la population kanak et les « petits Blancs » caldoches. Un témoignage bien concret sur la situation coloniale.

« J'ai vécu en Nouvelle-Calédonie de 1969 à 1975. Mon mari a travaillé à la SLN (Société Le Nickel) et j'ai moi-même travaillé à l'Education nationale où je me suis occupée d'orientation (...).

On m'a clairement expliqué que le pays était aussi bien aux colons blancs qu'aux Kanaks et que, s'il y avait quelque chose, les colons blancs se défendraient. J'ai été surprise que ces gens ne connaissent rien des Kanaks et que certains n'aient pas la même prévenance lorsqu'ils reçoivent des parents kanaks ou javanais et des familles de petits mineurs.

Ces « petits mineurs », c'est un petit nombre de familles caldoches. Ce sont en fait des gens très fortunés, qui ont de grandes étendues de terres, plus des exploitations de nickel, et qui investissent en général en immeubles à Sydney ou Oakland, qui envoient leurs enfants faire des études en Australie ou même en Californie. (...).

Chez les Caldoches, on regrettait le temps où Nouméa était une base américaine, pendant la Deuxième Guerre mondiale, et où les dollars pleuvaient. Le désir de rester français, je veux bien, mais une bonne partie de la population n'avait pas ce sentiment quand j'y étais.

L'exploitation du nickel se fait à ciel ouvert : on ratisse la montagne. Souvent les propriétaires louent les services de camionneurs. J'ai connu une professeur de français dont le mari travaillait à l'aéroport. Ils étaient propriétaires de trois camions.

Beaucoup de Caldoches ont aussi des commerces. En brousse, il y a pas mal d'hôtels, surtout depuis que le tourisme s'est développé. Toute petite ville ou village a son restaurant, son petit hôtel, son garage.

Nouméa, quand j'y étais, était suréquipée. Le niveau de vie y était plus élevé qu'en France et pas mal de gens dépensaient beaucoup. Dans cette ville de 50 000 habitants, il y avait une vingtaine d'hôtels, de nombreux restaurants, 4 « drive-in » et 3 ou 4 cinémas, une trentaine de médecins, autant d'avocats et de pharmaciens, beaucoup d'hommes d'affaires dans l'immobilier. Quand je suis partie, avec la crise, il y a eu beaucoup de logements vides, et il y a eu du chômage.

Je suis allée aussi en brousse. Les villages caldoches ne faisaient pas très riches, par rapport à Nouméa. Les gens y avaient une mentalité de petits Blancs comme on en voit dans les romans américains sur les petits Blancs du sud des Etats-Unis. Il y a là un métissage très ancien : au début, les colons ont pris des femmes mélanésiennes (les Popinées). Souvent ces petits Blancs périssent d'ennui, et boivent beaucoup. Ces gens-là ont peur. On disait que tôt ou tard il y aurait l'indépendance. Ces personnes disaient que de toute façon c'était leur terre et qu'ils se battraient pour la conserver. Et on savait, parce qu'on pouvait être invité à la chasse au cerf, qu'en brousse tous les fermiers sont armés depuis longtemps.

Il y a eu aussi une immigration de peuples voisins, des Javanais, des Polynésiens. On pouvait trouver de quoi vivre ; il n'y a jamais eu surpeuplement. Avec les poissons du lagon, les noix de coco, bananiers, ignames, les animaux introduits à partir de Cook, poulets, porcs, il y avait de quoi se nourrir. Si bien d'ailleurs que les Kanaks n'étaient certainement pas prêts à faire n'importe quoi pour survivre. Et pour les faire travailler, il fallait un motif assez sérieux ou une contrainte.

Dans les villages kanaks, il y a peu de véhicules : en général une camionnette pour la tribu, ses achats, ramener des tissus et certains produits alimentaires et vendre quelque production. Quand ils ont besoin de faire un gros achat, une camionnette par exemple, le chef envoie une équipe de volontaires travailler jusqu'à ce qu'ils puissent l'acquérir.

Les Kanaks produisent la plupart de leur alimentation. Aux îles Loyauté, où la popula-



Une case dans un village kanak.

tion est métissée Kanaks-Polynésiens, l'activité principale est la pêche : le lagon a des eaux parmi les plus poissonneuses du monde.

Il y a aussi des Kanaks qui travaillent dans l'administration, comme ouvriers, ou dans les grands élevages, comme cow-boys. (...)

Les Kanaks ont été repoussés lors de la colonisation du fait de l'appropriation des terres, dans des vallées où il y a de l'eau. Ils cultivent taro, igname, café, des cultures vivrières qui demandent du soin et de l'irrigation. C'est une culture traditionnelle, avec des rituels. Quand on arrive dans un village kanak, il faut offrir un don, la « coutume ». On est accueilli par le chef du village. Sans avoir une vue rousseuse des choses, j'ai été frappée par la propriété, l'agrément des villages kanaks. Il y a de beaux gazons, des fleurs partout. Les cases sont très entretenues. Le village est entretenu par l'ensemble de la communauté.

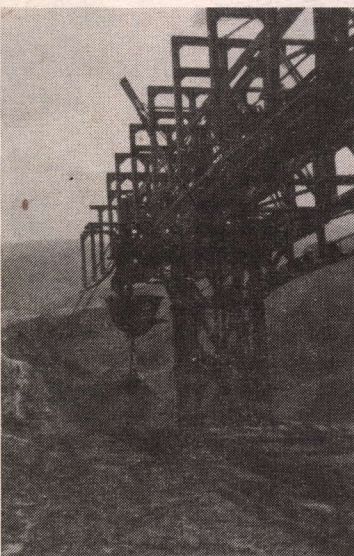
Par contre les fermes des broussards, en béton, tôle ondulée, peinturlurées de toutes les couleurs, des déchets

un peu partout (il n'y a pas de tout-à-l'égout et d'ailleurs, à Nouméa, ça posait un certain nombre de problèmes), des tas de ferraille, de voitures abandonnées, tout ça ne fait pas le même effet !

Il y a vraiment deux cultures à part.

La lutte des Kanaks a tout un passé. Il y a eu des révoltes et la répression. Le sentiment d'oppression a toujours existé. Un collègue me rapportait des confidences de Kanaks à propos des « santaliens » anglais ou français qui venaient à la fin du siècle dernier et au début du siècle pour exploiter le bois de santal, et qui s'amusaient, de leurs bateaux, à tirer à coups de fusil sur les Kanaks qui étaient sur le rivage. Beaucoup d'histoires circulent, de Kanaks qui gênaient et qui ont été noyés avec des fers aux pieds, ou ce genre de choses.

Ce que les derniers événements m'ont fait sentir, c'est que la population blanche est très excitée. Elle ne connaît pas les Kanaks, ne s'y intéresse pas, elle se fait peur toute seule. Il y a des comportements de panique, et la panique vient des Blancs. »



En 1971, la Société Le Nickel à Néponi.

Indemnisation :

Les pauvres coûtent moins cher

L'Union Carbide internationale a proposé de verser un million de dollars à titre d'aide et de fonder un orphelinat, et sa filiale indienne de verser 840 000 dollars. Mais cette aumône a été refusée par le gouvernement indien.

Des procès vont avoir lieu. Et les gazés de Bhopal et leurs familles toucheront peut-être des indemnités. Mais on peut compter sur les avocats et les compagnies qui assurent l'Union Carbide pour ramener ces indemnités au minimum et retarder au maximum leur versement, si versements — autres que maigres acomptes — il y a.

Car, en matière de catastrophes ou de pollution industrielle, la justice est d'une lenteur à toute épreuve. Et les compagnies disposent de tout un arsenal de protection. Il n'y a que dans le domaine de l'énergie nucléaire et depuis 1971 dans le secteur du transport du pétrole, que des conventions internationales donnent aux victimes des garanties relativement solides.

Dans tous les autres cas, le maquis des procédures, des législations qui changent selon les pays et les branches industrielles, font que les victimes peuvent attendre longtemps, longtemps... avant d'être indemnisées, si elles le sont un jour.

Au Japon, il a fallu plus de 20 ans pour que la Chisso soit reconnue responsable des morts et des malformations, dues au plomb, de Minamata. Il y a douze ans que les pêcheurs corses attendent le remboursement des dégâts causés par les boues rouges de la Montedison italienne. Il y a dix ans que les horticulteurs hollandais, qui se plaignent des déversements de sel de potasse d'Alsace, attendent qu'on leur rende justice...

Pendant ce temps, les sociétés responsables continuent de prospérer...

D'autre part, le montant des indemnités dépend du pays dans lequel l'affaire sera jugée : car la vie d'un homme n'est pas estimée au même prix aux Etats-Unis, en Espagne, et dans un pays sous-développé.

C'est ainsi qu'aux Etats-Unis, on verse 300 000 dollars en moyenne pour chaque victime d'accident d'avion ; qu'en Espagne, on a estimé à 70 000 dollars les indemnités à verser aux familles des campeurs carbonisés à Los Alfaques ; et que des experts estiment qu'on ne proposera pas, pour les victimes de Bhopal, plus de 25 000 dollars par décès...

Il en coûterait donc à l'Union Carbide, sur la base de ces estimations, 600 millions de dollars pour l'estimation maximum (5,4 milliards de francs) et 50 millions de dollars (450 millions de francs) pour l'estimation actuelle minimum, pour indemniser les familles des morts. Rappelons que l'Union Carbide est un trust qui fait environ 95 milliards de francs de chiffre d'affaires par an... Donc, même s'il devait payer l'indemnisation maximum (5,4 milliards de francs), il n'y aurait pas de quoi le mettre sur la paille, loin de là...

Les assassins font leurs comptes

Autour des milliers de morts et des dizaines de milliers de blessés de Bhopal, ont déjà commencé les discussions juridiques sur ce que seront réellement les « compensations financières dues aux familles ».

Mais l'Union Carbide peut bien payer toutes les indemnités possibles, cela ne la ruinera pas. Cela fait partie des pertes et profits, du fonctionnement même, pourrait-on dire, de ce trust, comme de tous les autres trusts. Cela leur revient moins cher, bien moins cher, d'indemniser après les accidents que d'investir pour prévenir ces accidents.

Un expert des services de l'environnement de l'OCDE, Henri Smets, a ainsi établi dans un rapport très officiel que les indemnités versées

par les industriels pollueurs ne grevaient pas leurs prix de revient et qu'elles coûtaient cent fois moins cher que les investissements destinés à prévenir les accidents. Le Monde du 12 décembre cite les exemples suivants, tirés de son rapport : les industriels français versent en moyenne chaque année 70 à 100 millions de francs d'indemnités à leurs voisins ou à des sociétés de pêche. Ce qui représente moins de 2 % des frais entraînés par les équipements antipollution, qui reviendraient à 7 milliards de francs par an...

A l'échelle mondiale, les indemnités pour les marées noires représentent 1 % du coût du transport des hydrocarbures, et moins de un pour mille du prix du pétrole brut...



Il s'en tire bien

Le P-DG de l'Union Carbide internationale n'est pas content. N'écoulant que son bon cœur, il est allé en Inde, à Bhopal même. Et à peine était-il arrivé là-bas, qu'il était arrêté !

Les autorités de l'Etat cherchaient sans doute à se dédouaner auprès de la population de Bhopal en agissant ainsi. Des échéances électorales sont proches.

Mais elles ont peut être aussi rendu un fier service au P-DG, que la foule aurait bien

pu lyncher, en le bouclant pendant quelques heures.

Car sa détention — dorée d'ailleurs, il n'a pas été retenu en prison mais dans les locaux de réception de l'Union Carbide — n'a duré que quelque 6 heures. Il n'a eu à payer que 25 000 roupies de caution (environ 2 100 dollars, soit 19 000 F) pour être libéré ; et un avion frété par le gouvernement central indien l'attendait pour le conduire à New-Delhi, d'où il a vite regagné les Etats-Unis...

DES EXPERTS MILITAIRES AMÉRICAINS, DÉGUISÉS EN MÉDECINS AURAIENT ÉTÉ ENVOYÉS À BHOPAL POUR ÉTUDIER LES EFFETS DU GAZ TOXIQUE...



Une tradition sinistre

Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'Union Carbide, troisième groupe chimique américain, bâtit sa fortune sur la destruction de la nature et des hommes. L'Humanité du 10 décembre rappelle que l'écrivain Wladimir Pozner, dans un reportage publié avant guerre dans le recueil *Les Etats désunis*, raconte comment, dans les années Trente, l'Union Carbide a assassiné des milliers d'hommes en Virginie du Sud, des ouvriers

blancs et noirs, en leur faisant creuser un tunnel dans de la silice pure, sans aucune protection, en forant à sec, parce que le forage à sec est plus rapide que le forage à l'eau.

L'Union Carbide a fini, après des procès intentés par des familles, par transiger et proposer 130 000 dollars, moyennant la remise de tous les dossiers, en 1933. Les avocats, achetés pour 20 000 dollars, ont accepté.

Des liens si étroits

L'hebdomadaire américain *Newsweek* donne quelques exemples des liens existant entre la filiale indienne de l'Union Carbide (dont le trust Union Carbide possède près de 51 % des actions, les 49 % restant étant détenues par des Indiens, compagnies privées ou simples particuliers), et les autorités de l'Etat de Madhya Pradesh, dont Bhopal est la capitale.

En 1975, un nommé M. N. Buch, un responsable des services publics, prévoyant que la station de chemin de fer et l'usine allaient attirer beaucoup de monde, essaie d'obtenir que l'usine déménage en dehors des limites de la ville, en s'appuyant sur une loi exigeant que les usines utilisant des substances dangereuses soient construites à 15 miles (environ 25 km) des centres urbains. Buch est muté ; on n'entend plus parler

de cette histoire. Peu après, l'Union Carbide verse 2 500 dollars pour un parc à la ville...

Les années suivantes, plus de 100 000 personnes affluent vers le nord-est de la ville ; la plupart d'entre elles s'entassent dans des bidonvilles, certains longeant les barbelés entourant l'usine...

Plus le temps passe, plus des liens se renforcent entre l'Union Carbide et l'establishment politique local.

C'est une personnalité du Parti du Congrès, le parti gouvernemental, le parti d'Indira Gandhi, qui devient l'avocat de la compagnie.

L'ancien chef de la police de l'Etat obtient un contrat pour assurer la protection de l'usine.

Un neveu du précédent ministre de l'Education se voit chargé des relations publiques.

Le propre beau-frère du Premier ministre-adjoint de l'Etat occupait un poste important au sein de l'Union Carbide...

Newsweek rapporte aussi que de nombreuses réceptions étaient offertes aux personnalités de la ville dans les luxueux locaux construits à cet effet dans les collines avoisinantes. C'est là en particulier, — quand le Parti du Congrès, en 1983, avait tenu sa conférence régionale — qu'avaient été logées les huiles...

Ces quelques faits donnent une idée des raisons pour lesquelles toutes les enquêtes, toutes les protestations provoquées par les accidents, les morts, sont restées sans suite.

Pourtant, on le savait que cette usine était dangereuse ! Et pas seulement parce que

des personnalités locales et le Parti Communiste avaient mené des campagnes à ce sujet. Non, on le savait aussi en haut lieu. Warren Anderson, le P-DG de l'Union Carbide, a reconnu que la maison mère américaine avait elle-même alerté sa filiale de Bhopal des risques de sécurité encourus, notamment dans le stockage des gaz mortels, il y a deux ans, à la suite d'un rapport confidentiel fait par trois experts new-yorkais venus enquêter sur place.

Ce rapport avait même été publié par un très respectable quotidien indien, au début de cette année. Pas un responsable indien ne pouvait l'ignorer.

Seulement, tant pis pour le danger et vive le fric ! L'usine a continué à fonctionner comme si de rien n'était.

Sylvie FRIEDMAN

Pour une brassée de dollars

Il n'y a pas que dans les pays sous-développés que sévit la corruption. Le Figaro du 11 décembre rapporte comment aux USA l'armée américaine a réussi à se faire vendre des capuchons en caoutchouc pour pieds de tabourets à 1 100 dollars pièce (alors qu'ils valent à peine un dollar), des percolateurs à 7 622 dollars, des accoudoirs de siège à 670 dollars et des boulons à 186 dollars.

Pour le budget de la Défense, environ 1 000 milliards de dollars ont été dépensés en quatre ans, soit 30 % du budget de l'Etat. Un bien gros fromage, qui intéresse une masse de fournisseurs souvent véreux qui non seulement présentent des factures astronomiques, mais souvent par-dessus le marché livrent du matériel défectueux. On se souvient de l'affaire des « puces » électroniques équipant notamment certaines fusées, qui n'avaient pas été testées.

Les petits fonctionnaires corrompus des pays du Tiers Monde, avec leurs procédés artisanaux, n'arrivent pas à la cheville des industriels des USA.

SUISSE

Pas de neutralité pour les profits

La Suisse est un pays neutre. En principe l'Etat interdit toute exportation de matériel militaire à des pays en guerre, ou en conflit interne (guérilla). Mais le correspondant permanent du Figaro en Suisse explique (Figaro du 11 décembre) comment une firme d'aviation, Pilatus, filiale du célèbre fabricant de canons Oerlikon, parvient depuis des années à tourner la loi.

Pilatus fabrique un petit appareil d'entraînement et de perfectionnement, bon marché, robuste, puissant, maniable et d'un faible coût d'exploitation, bref une petite merveille, le PC 7. En principe cet avion n'est pas armé. Mais on peut très facilement le munir de mitrailleuses, de missiles, etc., ce qui le transforme en redoutable engin de combat, surtout pour la lutte anti-guérilla, pour la guerre civile.

Pilatus déclare ne pas être responsable de ce qui arrive à ses appareils après la vente. Mais elle prévoit tout de même des renforcements et des points d'ancrage, pour les armements à venir. Ce qui explique pourquoi des pays comme le Chili, le Guatemala, la Birmanie ou l'Irak, pour n'en citer que quelques-uns, sont si friands du PC 7.

Le Parlement alerté n'a rien fait, le ministre des Armées a absous la société Pilatus. Et si un scandale vient quand même d'éclater, c'est parce qu'un journal a publié un prospectus de la firme dressant la liste des armes recommandées pour équiper l'avion.

Quel besoin avaient donc les dirigeants de mettre cela par écrit ? Ne pouvaient-ils respecter le secret, comme leurs confrères banquiers ?

Desmond Tutu reçu par Reagan :

Les dirigeants US ménagent l'avenir

Desmond Tutu, l'évêque anglican noir de Johannesburg, s'est rendu à Oslo pour y recevoir le prix Nobel de la Paix. En chemin, il s'est arrêté à Washington, où il a été reçu par Reagan. Celui-ci s'est trouvé d'accord avec le dirigeant noir sud-africain pour qualifier de « répugnante » la politique d'Apartheid et a cherché à mettre en valeur la politique dite « d'engagement constructif » que les Etats-Unis pratiqueraient à l'intention de l'Afrique du Sud, politique consistant, paraît-il, à effectuer des pressions discrètes sur ce pays, « sans rompre les ponts », afin d'inciter les dirigeants sud-africains à abandonner petit à petit l'Apartheid.

Le jour où Reagan recevait Desmond Tutu, on apprenait la libération à Pretoria de onze syndicalistes noirs, détenus depuis la grève générale qui a eu lieu au Transvaal, au début du mois de novembre. Reagan a aussitôt attribué ce résultat à son intervention auprès des autorités sud-africaines. Mais, dès le lendemain, on apprenait que cinq autres syndicalistes noirs, qui n'avaient pas été libérés, seraient, quant à eux, inculpés de « subversion ».

En fait, les prétendues « interventions » de Reagan montées en épingle ces jours derniers n'ont jamais empêché les dirigeants sud-africains de réprimer avec la dernière violence les actions de la population noire contre l'Apartheid, ou même simplement les grèves des travailleurs noirs pour de meilleurs salaires. S'ils voulaient faire de réelles pressions sur l'Afrique du Sud, les dirigeants américains en auraient pourtant tout à fait les moyens. Mais c'est un régime fidèle et jusqu'à présent sûr, auquel ils tiennent, et la façon dont il règne est bien le cadet de leurs soucis.

La soudaine attention de Reagan pour Desmond Tutu et la lutte contre l'Apartheid répond dans une certaine mesure au mouvement d'opinion qui se dessine aux Etats-Unis, notamment dans la communauté noire. Un « sit-in » devant l'ambassade d'Afrique du Sud et de nombreuses autres manifestations ont eu lieu, notamment pour réclamer la libération des syndicalistes. Les syndicats américains, des personnalités noires, se sont associés

aux protestations. Ils ont trouvé un écho au Congrès, et pas seulement dans les rangs du Parti Démocrate, qui avait joué la carte du vote des Noirs aux dernières élections du mois de novembre. Ainsi, trente-cinq membres du Congrès, pour la plupart républicains, ont menacé le régime sud-africain de sanctions s'il ne mettait pas fin à l'Apartheid. Dans ce climat, Reagan a tenu à faire un geste pour se désolidariser du régime d'Apartheid.

Mais plus encore, sans doute, que de ces raisons immédiates, les dirigeants américains semblent préoccupés de l'évolution de la situation en Afrique du Sud même. Depuis trois mois, les événements se sont succédé dans ce pays : fin août, il y a eu le succès de la campagne du boycott des élections de représentants indiens et métis au Parlement de Pretoria ; en septembre, des émeutes dans les ghettos noirs, suivies de la grève des mineurs ; en octobre, de nouvelles émeutes, suivies d'opérations de répression massives ; en novembre, la grève générale au Transvaal. La répression du régime, bien que toute aussi violente que par le passé, semble devenir impuissante à enrayer la révolte des Noirs sud-africains.

Alors, les dirigeants américains s'inquiètent. Est-ce que, tous comptes faits, le régime sud-africain offre vraiment toutes les garanties de stabilité nécessaires ? Est-ce que ce régime, crispé sur la défense à tout crin de l'Apartheid, ne va pas ainsi provoquer la radicalisation de la population noire, et finalement une situation dangereuse ? Et est-ce que, si les USA mettent tous leurs œufs dans le même panier, en appaissant trop solidaires du régime de Pretoria, ils ne compromettent pas leurs positions futures en Afrique du Sud, et même dans le reste de l'Afrique ?

Les grandes sociétés américaines, qui ont aussitôt critiqué les prises de position de Reagan sous prétexte qu'elles allaient gêner les affaires lucratives qu'elles font dans le pays, ont tort de s'inquiéter. Reagan n'en est pas à « lâcher » le régime de Pretoria. Il est en train de ménager l'avenir, dans leur propre intérêt d'ailleurs.

De ce point de vue, à ses yeux comme aux yeux d'autres dirigeants occi-



Desmond Tutu lors de la remise de son prix Nobel à Oslo. (AFP)

dentaux comme Mitterrand, Desmond Tutu est une relation à cultiver. C'est un leader noir modéré, un partisan de la non-violence, avec qui il serait tout à fait possible de s'entendre, si jamais il devenait nécessaire de lâcher du lest en Afrique du Sud pour tenter de désamorcer la colère de la population noire. Et les dirigeants américains préféreraient évidemment voir un Desmond Tutu à la tête des Noirs sud-africains que d'autres leaders plus radicaux et moins enclins au compromis avec les actuels dirigeants de l'Afrique du Sud et avec l'impérialisme.

Si le régime d'Apartheid s'écroule un jour, cela ne pourra être que le résultat des luttes, des sacrifices innombrables consentis par la population noire pour mettre fin à ce régime ignoble. Et la classe ouvrière noire sud-africaine aura alors à se défier, non seulement des tenants du régime actuel et de Reagan, mais aussi des leaders modérés et des solutions de rechange que, dès à présent, l'impérialisme tient prêtes pour sauvegarder l'essentiel : ses intérêts économiques et stratégiques dans ce pays.

André FRYs

L'Afrique du Sud, un régime sanglant

Un rapport émanant des évêques catholiques sud-africains a donné quelques précisions sur la conduite de la police, le mois dernier, pendant les manifestations de la population dans les townships, ces cités-ghettos où sont parqués les travailleurs noirs.

Lors des quatre derniers mois, 150 personnes ont été tuées, dont seize au cours de la seule grève des mines d'or, la grande majorité par des policiers. Plusieurs milliers de Noirs ont été blessés, dont certains très grièvement. Passages à tabac, lâchers de chiens policiers, tirs de grenades lacrymogènes à l'intérieur des maisons, font partie des méthodes courantes.

Une jeune femme de Soweto a été arrêtée et passée à tabac : on a relevé sur elle pas moins de cinquante-quatre marques de coups. Un habitant de la cité de Sebokeng a été, lui, tué à bout portant dans un fourgon de police. Deux jeunes filles de quinze et seize ans, arrêtées à quatre heures de l'après-midi dans une rue de Sharpeville, ont été retenues jusqu'à 6 heures 30 du matin et violées à trois reprises par les policiers.

Voilà un type d'exactions quotidiennes auxquelles la population noire a à faire face et qui justement ne suffisent plus à la tenir en respect, mais tendent à élargir la révolte.

La famine la plus meurtrière du siècle



Le camp de Korem où se sont réfugiées plus de 50 000 personnes affamées. (Photo Frilet)

La famine qui ravage aujourd'hui l'Ethiopie serait en passe d'être la plus meurtrière du XX^e siècle. On a pu en avoir un aperçu avec les scènes bouleversantes dont la télévision a montré les images. Des centaines de milliers d'habitants décharnés, d'enfants au ventre ballonné, aux jambes et au visage bouffis, attendent, prostrés, une hypothétique distribution de nourriture.

Sept millions de personnes sont victimes de la faim dans la seule Ethiopie. Plusieurs centaines de milliers sont déjà mortes, sans que personnes ne sache précisément le nombre, le nombre d'habitants réel du pays n'étant même pas précisément connu. Les chiffres de 300.000 à 900.000 morts pour l'année 1984 sont avancés, cinq millions de victimes étant un chiffre possible dans les mois qui viennent, si rien de suffisant n'est fait.

Dans le camp de Korem, par exemple, les médecins de « Médecins sans frontières » parlent de 120 décès par jour d'août à septembre. Sur des organismes affaiblis par la faim, les maladies ordinairement bénignes font des ravages : ainsi dans ce camp une épidémie de rougeole a tué le quart des enfants. Sur ces hauts plateaux situés à plus de 2.000 mètres, la température descend la nuit à 5°, 2°, provoquant des maladies pulmonaires qui emportent les malades en quelques jours.

L'aide alimentaire envoyée par les pays occidentaux l'a été tardivement. L'Ethiopie est un allié de l'URSS et les gouvernements occidentaux, semble-t-il, ont d'abord espéré que la situation catastrophique du pays, en

se prolongeant, allait entraîner la chute du régime du colonel Mengistu. Les considérations politiques l'emportaient, pour ces gouvernements dont les pays regorgent d'excédents de nourriture, sur la nécessité de sauver d'une mort atroce des centaines de milliers d'hommes.

D'autre part, pendant plusieurs semaines, les secours se sont entassés dans les ports sans pouvoir être acheminés, par manque de moyens de transport.

L'URSS, qui ne dispose pas des mêmes excédents alimentaires mais qui aide militairement depuis des années l'Ethiopie, ne s'est apparemment décidée que très récemment à lui fournir des moyens en camions, avions et hélicoptères pour acheminer les secours.

Aujourd'hui toute l'aide promise est loin d'être arrivée. Elle sera indispensable pendant au moins un an, les besoins étant estimés à 1,2 million de tonnes de nourriture pour espérer nourrir convenablement la population. Mais devant les difficultés pour les obtenir, la commission éthiopienne d'aide aux victimes de la famine a décidé de baisser de moitié son objectif. Même ces quelque 600.000 tonnes risquent de ne pas être trouvées. Et on peut être assuré d'avance qu'une autre partie de cette aide, de toute façon, sera détournée au passage, du fait de la corruption ou pour subvenir aux besoins de l'armée.

Le régime de Mengistu, à vrai dire, a d'autres priorités que la lutte contre la famine ou les moyens de faire face à la sécheresse. Les moyens ne lui manquent pas pour construire à Addis-Abeba, la capitale, des immeubles de prestige ou

pour équiper son armée pour combattre les rebelles sécessionnistes du Tigré ou de l'Erythrée. Mais que dire des gouvernements des pays capitalistes, si prompts à envoyer leur armée à l'autre bout de la planète quand leurs intérêts économiques ou politiques sont en jeu, comme la France l'a fait au Tchad, au Liban et dans d'autres pays d'Afrique, comme l'Angleterre l'a fait aux Malouines avec une armada gigantesque, comme les USA l'ont fait à la Grenade et à bien plus grande échelle au Vietnam pendant des années ?

Que dire aussi de l'URSS, dont la politique en l'occurrence ne se distingue pas de celle des pays impérialistes ?

Tous ces gouvernements consacrent des sommes et des moyens matériels importants à soutenir des dictatures à leur service. Mais quand il s'agit de sauver des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui meurent d'une mort digne du Moyen Age, ils laissent la place à une poignée de membres d'organisations internationales et ne fournissent qu'avec retard et en quantité insuffisante une nourriture qui n'est que le surplus des excédents, des pays riches.

C'est pourtant cette richesse elle-même des pays impérialistes qui explique, au fond, la détresse de l'Ethiopie. Car, bien plus que la sécheresse, c'est l'exploitation et le délabrement économique croissant des pays sous-développés, dans un monde dominé par l'impérialisme, qui sont responsables des famines et du caractère de plus en plus terrible qu'elles prennent, du Brésil à l'Ethiopie et de l'Ethiopie au Sahel.

Philippe NATIER

Une aide dérisoire

Il est des chiffres qui se passent de commentaires : selon la FAO, l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la récolte mondiale de céréales atteindra cette année un niveau record, en augmentation de 8 % en volume sur celle de 1983 avec 1 777 millions de tonnes, contre 1 635 millions de tonnes l'an dernier. Mais

la production du continent africain, elle, est en diminution. Enfin, l'aide internationale, de 9,5 millions de tonnes en 1983, devrait augmenter et passer à 9,85 millions de tonnes en 1984.

Ce qui, tout calculé, revient à dire qu'elle passera de 0,58 % de la production mondiale à 0,55 %... et donc diminuera en pourcentage !

Parasitisme et gaspillage

L'opération « Sahel 84 » montée par RTL et FR3 a permis de récolter cinq milliards de centimes, destinés à l'achat de vivres pour les pays du Sahel victimes de la sécheresse, à acheminer par le biais de « routiers sympas ». Mais l'un de ces routiers a estimé que, tout au plus, 20 à 30 % de l'aide arrivera à ses destinataires, notables et autorités locales se servant au passage.

Et il a rappelé que, il y a quelques mois, tout ce que les pays riches ont trouvé à envoyer dans le Sahel était les équipes du « Paris-Dakar », avec leur indécrottable gaspillage de moyens et de richesses.

Catastrophe naturelle, la sécheresse ? Mais que dire du gaspillage et du parasitisme qui vont s'étaler ainsi jusque sous les yeux des affamés ?

NIGERIA

Dictature et austérité

Le Nigeria... Il y a quelques années, chacun citait en exemple ce pays, le plus peuplé d'Afrique, pour son développement économique prometteur, censé entraîner avec lui le reste du continent. Le pétrole nigérian, entre autres, par ses revenus, devait fournir la base du développement du pays. A cela s'ajoutait le fait que, disaient les mêmes, une véritable démocratie parlementaire, inspirée de celle des Etats-Unis, régnait dans le pays. C'était déjà bien exagéré.

Mais depuis la chute des prix du pétrole, le Nigeria s'est mis à vivre à l'heure de la crise économique, vite suivie, depuis le coup d'Etat du 31 décembre dernier, de la dictature militaire ouverte. L'homme fort du régime, le général Buhari, a alors instauré une austérité draconienne. Les importations de

produits alimentaires de base tels que lait, thé, riz, café, sel ou sucre ont été réduites d'autorité. L'augmentation de leurs prix, en un an, atteint 90 %. On paye, selon le journal *Jeune Afrique*, l'équivalent de 100 F pour un poulet et de 4 F pour un œuf, et le marché noir fleurit. Enfin, les frontières sont désormais pratiquement fermées, et les pays voisins, dont l'économie était en grande partie liée à celle du Nigeria, condamnés à la stagnation. Même pour autoriser le transit par le Nigeria de l'aide alimentaire destinée au Tchad, les militaires nigériens se sont longtemps fait prier.

Régime odieux, arbitraire ? Sans doute. Mais d'abord le Nigeria montre quel visage la crise économique mondiale peut prendre dans un pays du Tiers Monde, même réputé parmi les plus riches d'Afrique.



Un marché à Lagos en septembre dernier. (AFP)

□ CEZUS-JARRIE (Isère)

Grève pour une réduction d'horaire et une augmentation des salaires

Depuis le jeudi 6 décembre, les travailleurs de l'usine Cézus (groupe Pechiney) à Jarrie (Isère) sont en grève de 4 heures en fin de poste. Ils réclament une augmentation uniforme de 700 F par mois pour tous et le passage à un horaire de 33 h 30 pour les postés, avec maintien du salaire. Le manque à gagner financier (3,5 % d'augmentation en 1984) ne fait bien sûr que des mécontents.

Le problème des semaines de travail trop longues et trop chargées s'était fait particulièrement sentir à partir du mois d'octobre, quand la direction a fait augmenter la production de Zirconium de 125 tonnes à 145 tonnes par mois, pour satisfaire une commande urgente pour l'Argentine. Ce surcroît de travail a entraîné à la fin de novembre des mouvements de mécontentement dans les ateliers Chloration et Kroll. Finalement l'équipe qui travaillait du matin le jeudi 6 décembre décida d'un débrayage de 4 h en fin de poste et les travailleurs des autres équipes se rallièrent à cette proposition. Depuis, la grève est quasiment unanime pour les tra-

vailleurs de production qui sont postés et suivie par une minorité pour le personnel à la journée.

Lundi 10 décembre la production de l'usine est quasi nulle. La commande, urgente, pour la direction, attend. La direction a tenté à partir de vendredi d'intimider les grévistes en annonçant qu'elle comptait retenir sur leur paye, non seulement les 4 heures de grève, mais aussi la proportion sur les 4 autres heures de ce qu'elle estimera comme production perdue ! D'autre part elle affirmait ne pas vouloir discuter les revendications avant une réunion programmée pour le... 21 décembre ! Tout cela n'a guère impressionné les

travailleurs, puisque les grèves du week-end ont été aussi suivies que celles de jeudi et vendredi.

Le lundi une assemblée générale réunissait 52 travailleurs, ce qui, même pour cette usine de 250 travailleurs, était beaucoup et en tout cas ce qui ne s'était pas vu depuis la grève de 1979. Des travailleurs proposèrent de se mettre en grève totale de 24 heures reconductible. Mais ils furent minoritaires au moment du vote : 25 voix contre 27 voix pour continuer les débrayages de 4 h en fin de poste. Après des discussions animées, l'assemblée décida unanimement de continuer les débrayages de 4 heures en fin de poste.

Le mardi matin, la grève tenait bon. L'équipe du matin, qui avait été en repos depuis 10 jours, avait débrayé massivement à 8 heures et les travailleurs se retrouvaient 58 en assemblée. Ils se donnèrent le moyen de diriger leur mouvement

démocratiquement en élisant un comité de grève. Celui-ci est pour le moment composé de 11 membres, sur lesquels il y a 8 syndiqués CGT et 3 non syndiqués.

Il fut décidé de s'adresser par tracts aux 1200 travailleurs de l'usine toute proche d'ATO-CHEM (jusqu'en 1982, les deux usines faisaient toutes deux partie du trust Ugine-Kuhlmann).

Par ailleurs, on apprenait dans la journée que des membres de l'encadrement avaient signé une pétition destinée à la direction. Dans cette pétition, tout en se démarquant des grévistes, ils demandaient à la direction d'ouvrir des discussions.

Le directeur a eu, ce même jour, des attitudes contradictoires face à la demande de discussions faite par les grévistes : à midi, face aux 58 travailleurs grévistes venus en délégation, il a affirmé d'abord ne pas vouloir les recevoir ; puis, 5 minutes après, les a reçus pour leur dire... qu'il n'avait rien

à leur dire... Et en fin d'après-midi, il relançait à son domicile un membre du CHS. Le recevant, il lui parla d'éventuelles négociations, mais à condition que le travail reprenne.

La fermeture de l'atelier Kroll était annoncée le mercredi 12 au matin. A l'assemblée générale, une forte minorité — environ 20 sur les 46 présents — était prête à riposter à cette mesure en fermant tout de suite le portail. Les autres étaient plus hésitants. Dans la discussion qui s'engagea, il apparut que, si les travailleurs voulaient se faire respecter et prendre leur propre mouvement au sérieux, ils n'avaient guère d'autre choix que de riposter par l'occupation à cette mesure d'intimidation. Toute l'assemblée finalement était prête à cette riposte, mais ne voulut pas la décider sans réunir d'abord une assemblée élargie au maximum, en passant partout pour ramener tout le monde jeudi matin à 10 h 30.

Correspondant LO

MASSEY-FERGUSON (Marquette-Lès-Lille)

« Chômage total partiel jusqu'en mars 1985 ». Et après ?

Depuis le mois de juin 1984, l'ensemble du personnel de l'usine, soit environ 1 400 ouvriers, techniciens et cadres sont en chômage total partiel. L'usine est donc fermée depuis bientôt sept mois.

Le 24 septembre, lors d'une table ronde en préfecture, De Mesquita, P.D.G. de Massey-France, avait déclaré qu'ils dirait « la vérité » sur l'avenir de l'usine le 10 décembre.

L'ensemble des travailleurs attendait cette réunion pour qu'enfin notre situation soit clairement établie.

En effet, depuis 6 mois, nous sommes en chômage total partiel, payés à 70 % du salaire brut par les ASSEDIC. Nous ne sommes pas des licenciés économiques ; mais si nous l'étions, nos droits aux allocations chômage seraient amputés de la période de chômage partiel total... Très rapidement nous ne toucherions plus que 41,80 F par jour.

Le 10 décembre, nous avons donc appris officiellement que « Massey Ferguson, c'est fini à Marquette ».

Ce n'est une surprise pour personne. En effet les moissonneuses-batteuses seront sous-traitées par une entreprise danoise, les ramasseuses-presses par Rivière-Casalis à Orléans, et les cabines de tracteurs par l'usine Massey de Beauvais.

Cette restructuration était programmée depuis maintenant plus de deux ans. Le trust voulait fermer l'usine de Marquette jugée non rentable. Au passage, il a quand même bénéficié de prêts de 40 milliards de centimes des banques nationalisées et 10 milliards de l'Etat.

A cette occasion, Massey avait signé une convention avec l'Etat. La société s'engageait à maintenir l'effectif Massey-France avec un minimum de 3 100 personnes. En cas de baisse d'activités, les productions seraient rapatriées de l'étranger.

L'usine et le siège de Beauvais comptent environ 1 900 personnes. La direction annonce un sureffectif de 200

personnes. L'usine de Marquette est fermée...

Depuis le début, le gouvernement a cédé devant Massey. En février 1984, il donnait l'autorisation de licenciement pour 464 travailleurs. Aujourd'hui il n'a pas davantage l'intention de faire respecter les engagements pris.

Mauroy Premier ministre avait déclaré qu'il allait « personnellement s'occuper » de notre dossier. On voit le résultat. Pour le moment, tout salarié qui refuse le chômage total touche ses indemnités de préavis et une prime de licenciement d'un minimum de 15 000 F. Moins d'une centaine de travailleurs ont choisi cette solution.

Pour les 306 travailleurs âgés de plus de 50 ans, la direction et les ministres se refusent à mettre en place une convention sociale comme dans la sidérurgie. Bien sûr cette solution est un moindre mal, car elle assure une garantie de ressources de 60 % du salaire brut.

Le gouvernement ne veut pas généraliser le système sous prétexte que, « la retraite, ce n'est pas à 50 ans et que, de toute façon, ça coûte trop cher »... Mais alors, que le gouvernement impose à Massey la garantie de l'emploi !

Comme la situation devient intenable, le gouvernement et la direction nous préparent un régime de « faveur » paraît-il. En effet le P-DG s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas de licenciement sans que le droit aux allocations ASSEDIC soit intégralement reconstitué.

Voilà pourquoi il n'a pas annoncé la fermeture de l'usine et il prolonge le « chômage total partiel » jusqu'en fin mars 1985, pour trois mois.

Qu'allons nous faire pendant ce temps ? Eh bien, Massey et le ministre de l'Emploi ont envoyé tous les travailleurs volontaires en stage de formation pendant 6 mois.

Le but de la manœuvre est qu'au bout de six mois de stage nous serons licenciés.

Mais comme le stage est considéré comme une période de travail effectif, les compteurs, en ce qui concerne nos droits aux allocations chômage, repartiraient à zéro.

D'autres entreprises de la région, comme Arbel à Douai, des travailleurs en chômage total depuis plus d'un an, n'ont pas connu une telle mesure, et maintenant, alors qu'ils sont licenciés, ils se retrouvent en fin de droits.

Le mardi 11 décembre, environ 500 travailleurs ont assisté à une assemblée générale, appelée par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC. Les travailleurs ont écouté les comptes rendus des délégués syndicaux. Mais il faut bien reconnaître que le moral n'y est plus. La majorité des camarades s'attendent à se retrouver chômeurs pour longtemps.

Cependant, compte tenu de la capacité de mobilisation des travailleurs de Massey, la direction et le gouvernement continuent d'avoir peur de nos réactions.

Correspondant LO

□ RNUR - BILLANCOURT

Un projet d'accord sur la « mobilité »... où les menaces de licenciement demeurent

Depuis plusieurs semaines, direction et syndicats discutent du projet d'accord-cadre sur les conditions de mobilité à Renault.

C'est à la suite des mouvements de grève des travailleurs du groupe, en septembre dernier, qu'Hanon, P-DG de la régie, avait déclaré — lors de l'ouverture du Salon de l'Automobile — qu'il n'y aurait pas de licenciements. Cela mettait fin publiquement aux rumeurs qui existaient auparavant et qui avaient suscité mécontentement et malaise parmi les travailleurs.

Aujourd'hui, le projet d'accord-cadre sur la mobilité a été rendu public. Ce sont les syndicats qui l'ont publié par tracts dans les ateliers, en se gardant bien d'ailleurs de donner leur avis sur son contenu. L'accord ou le refus de ce projet par les syndicats doit toutefois être rendu public pour le 21 décembre.

Voici les grandes lignes du projet de la direction.

Dans son préambule, la direction indique que « l'industrie automobile est une industrie d'avenir. Elle doit s'adapter

à de profondes mutations technologiques ». Puis, après les principes généraux, vient un certain nombre d'articles, 32 exactement, où il n'est pas toujours simple de se retrouver.

Tout d'abord la direction rappelle que les CCE et le CE ont été consultés sur les mesures suivantes :

- une convention avec le FNE,
- une convention avec l'ONI (Office National de l'Immigration) pour faciliter la réinsertion des travailleurs immigrés volontaires,
- des aides aux départs volontaires,
- des aides à la création d'entreprise.

« Un bilan devra être effectué à partir du potentiel industriel existant, au niveau de chaque établissement, afin de déterminer site par site, atelier par atelier, service par service, l'évolution des effectifs nécessaires ». Et dans les modalités d'application de la mobilité, il est prévu trois étapes :

- une première au volontariat,
- une deuxième à partir du 30 avril 1985, sur la base des résultats obtenus,

Pont de l'île Seguin

— une troisième après le 30 juin, après le bilan des opérations précédentes.

Après l'étape « volontariat », la direction fera la liste nominative des personnes concernées directement par les suppressions de postes. Ces travailleurs se verront alors proposer trois offres d'emplois. Au 30 juin 1985, la direction fera le bilan. Aux travailleurs toujours sur les listes, elle proposera soit un emploi, soit un congé de formation. Ce congé de formation d'une durée maximale de six mois sera rémunéré sur la base de 70 % de la rémunération brute des 12 derniers mois. Avant la fin de la formation, la direction s'engage à « proposer au moins trois postes convenables à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe ».

Mais si un salarié refuse ces dernières offres, il se place en dehors des garanties prévues par l'accord ; en d'autres termes, la direction se laisse la possibilité de procéder alors à des licenciements !

Aide au retour : la mise est doublée

La Régie Renault a signé le 5 décembre une convention avec l'ONI (Office National de l'Immigration) portant sur la réinsertion dans leur pays des « travailleurs émigrés qui le souhaitent ».

En fait, cette convention se place dans le cadre des suppressions d'emplois « en douceur » qui sont un des volets de la politique de la Régie dans son traitement des prétendus sureffectifs. Cette convention serait valable un an. Son contenu se décompose en deux parties :

- 1) L'aide publique, comprenant le remboursement de la carte de séjour, l'aide UNEDIC, une prime de déménagement, la prise en charge du transport de retour. Le montant serait de l'ordre de 66 200 F.
- 2) L'aide Renault, compo-

sée de l'allocation de réinsertion au pays, du paiement du préavis (2 mois de salaire), de l'indemnité de licenciement (variable suivant l'ancienneté). Le montant serait de l'ordre de 52 000 F.

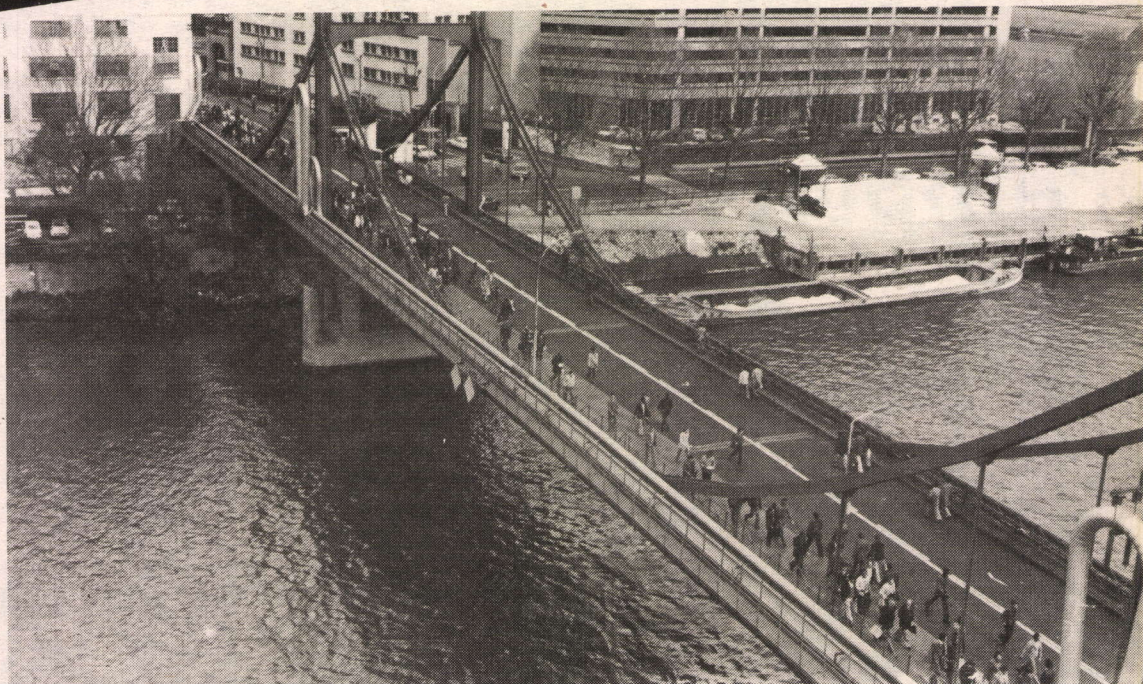
Ainsi un travailleur émigré de la Régie candidat au retour au pays pourrait toucher entre 120 000 F et 140 000 F.

Les syndicats ont fait l'information ; la Régie a fait installer dans l'usine un bureau de l'ONI. Cette convention fait beaucoup discuter parmi les travailleurs émigrés qui font leurs comptes, car la somme, toutes allocations confondues (Etat et Renault), est deux fois plus forte que la seule allocation Renault « d'aide au retour » proposée l'an dernier et qui était d'un montant de 60 000 F. Y

aura-t-il des volontaires au départ plus nombreux que lors de la dernière opération où, à Billancourt, environ deux cents travailleurs émigrés avaient répondu ? C'est difficile, à dire. Car ce qui fait hésiter les travailleurs, c'est la crainte des lenteurs administratives qui feraient toucher les 120 000 F non pas en une seule fois... mais échelonnés sur plusieurs mois. Par ailleurs l'aspect licenciement, la situation économique qu'ils savent loin d'être facile dans leur pays, ne les encouragent pas à quitter volontairement leur emploi pour un avenir incertain ; cela les inciterait plutôt à rester.

En fait, le succès pour la Régie de cette politique de licenciements, même au volontariat..., est loin d'être assuré.

Correspondant L.O.



Au bout du compte, dans ce projet, le volontariat est pour... les volontaires. Mais la menace de licenciement demeure. Car qu'est-ce qui garantit aux travailleurs que les postes qu'on leur proposera seront effectivement « convenables », qu'ils ne se traduiront pas pour eux par des pertes de salaire ou des déplacements inacceptables, revenant finalement à un licenciement ?

Les organisations syndicales semblent plutôt gênées. Aucune n'a dit, jusqu'à présent, qu'elle était opposée à la

signature de l'accord. La CGT a bien dit que le texte était mauvais, mais parce qu'il s'inscrirait dans une « mauvaise politique industrielle ».

En fait, que les syndicats signent ou non, les travailleurs de chez Renault devront se souvenir d'une chose : c'est leur action qui, au mois de septembre, a fait reculer la direction, qui a alors promis qu'il n'y aurait pas de licenciements. Si de nouvelles menaces dans ce sens se précisent, ils connaissent la voie à suivre.

Correspondant L.O.

Echos des Entreprises

Les gaités de l'administration

Vous recevez en liquidation une note de service (la 60/84 par exemple, au hasard) distribuée le 22 novembre environ. Elle est datée du 19 octobre 1984 : banal ! Vous la lisez et vous apprenez qu'elle est applicable depuis le 1^{er} janvier 1984 : ordinaire ! Vous la lisez jusqu'au bout et vous découvrez qu'elle cesse d'être applicable au 31 décembre 1984 ! Ouf, on a eu chaud. Un peu plus, et elle était périmée avant même d'avoir vu le jour...

De très mauvaises langues ont supposé qu'en fait, la raison de tout ce retard, c'est que nos technocrates du haut s'étaient longuement creusé le ciboulot pour savoir de quoi ça parlait. Parce que, la « nutrition parenténale à domicile », mystère et boule de gomme, personne ne sait ce que c'est !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CPAM Rouen

Nos 500 F sont toujours d'actualité

Il y a un an, nous étions en grève pour réclamer une augmentation des salaires de 500 F. A l'époque, la direction n'a rien voulu céder, en disant que la situation n'était vraiment pas brillante et l'avenir vraiment trop incertain pour qu'elle puisse se permettre d'augmenter nos salaires.

Aujourd'hui, un an après, la direction se félicite de la bonne marche de l'entreprise et de l'année exceptionnellement bonne, pour elle, qui vient de s'écouler.

Comme quoi, les économistes qui dirigent Jeumont Schneider sont soit totalement incompétents au niveau des prévisions, soit des maîtres du baratin. Mais la deuxième possibilité n'étant pas incompatible avec la première, nous sommes portés à croire qu'ils les cumulent.

Alors, nos 500 F ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Jeumont-Schneider Lyon.

Si tu as quelque chose en panne... pose-le devant la porte

Ces derniers temps, deux chefs se sont affrontés au sujet d'un camion en panne à la porte d'entrée de l'Entretien.

L'un disait qu'il ne le bougerait pas tant qu'il serait en panne, et l'autre qu'il ne le ferait pas réparer tant qu'il serait devant cette porte.

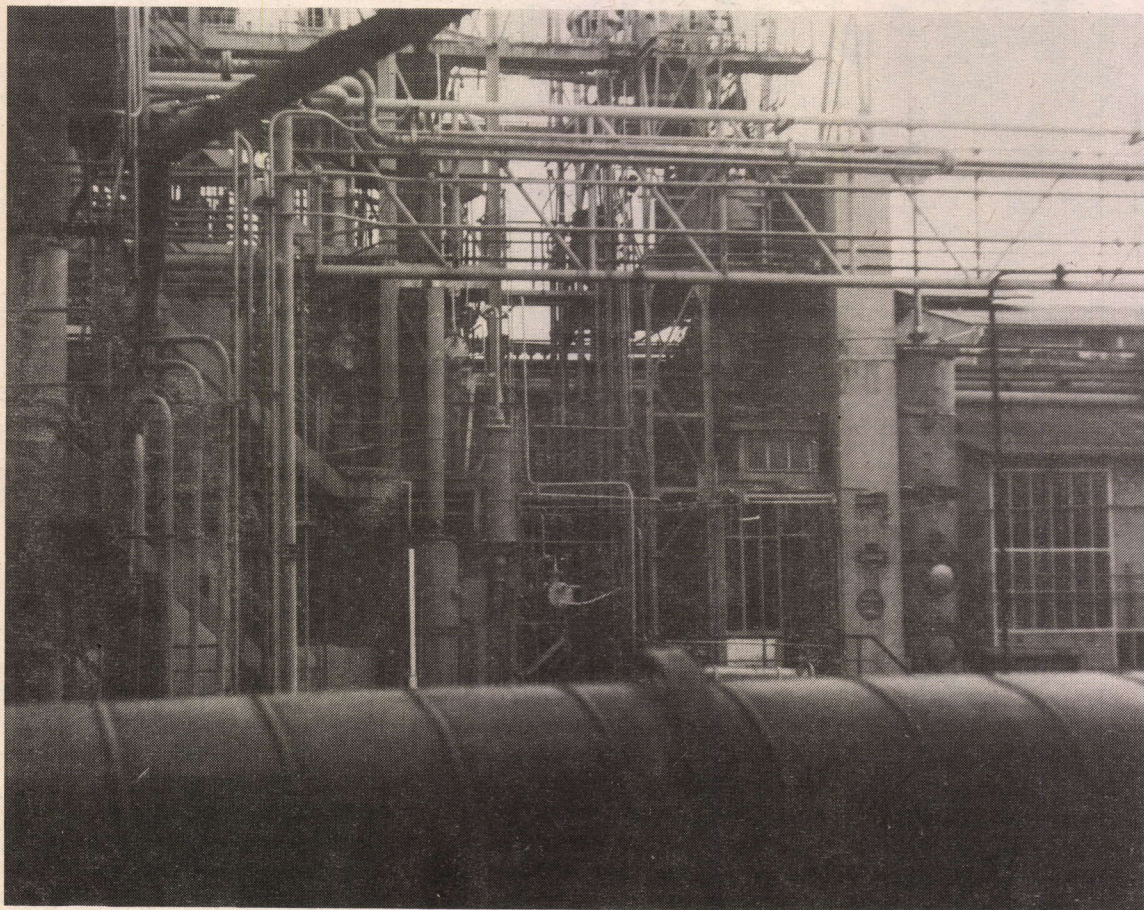
Eh bien, qu'ils ne se gênent pas ! Des camions en panne, ils peuvent en mettre devant toutes les portes d'entrée. Ce n'est pas nous qui les enjamberons pour aller chercher les outils et les réparer...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Fives-Cail-Babcock Lille

□ RHÔNE-POULENC (Vitry)

□ ROSATI (Dijon)

303 suppressions d'emplois



La direction de la division Santé de Rhône-Poulenc vient de faire connaître au Comité Central d'Entreprise ses décisions quant à l'avenir du site de Vitry. C'est, selon elle, le fruit d'une étude menée dans le cadre du « PAV » (Projet Avenir Vitry) qui a duré plusieurs mois. De bien grands mots pour annoncer tout simplement la réduction des effectifs sur l'ensemble du site, c'est-à-dire tant à l'usine, où sont fabriquées les productions pharmaceutiques (1 347 salariés actuellement), qu'au Centre de Recherche (1 154 salariés).

A l'usine, c'est 164 postes de travail qui seront supprimés dans les deux années à venir de la façon suivante :

— 122 dans le cadre d'une convention FNE concernant les travailleurs âgés de plus de 56 ans et deux mois, qui partiraient entre le 1^{er} juin 1985 et le 31 mai 1986, et ce sur la base du volontariat.

— 42 par des mutations dans d'autres établissements du groupe Rhône-Poulenc et par le jeu des départs non remplacés.

Au Centre de Recherche, 139 postes seront supprimés : 65 au titre du FNE et 74 départs par mutation dans le groupe et par le non-remplacement des départs. Par contre la direction embaucherait 25 cadres, de « haut niveau » précise-t-elle, pour remplacer 25 postes de techniciens.

Les travailleurs concernés par le FNE ne sont pas mécontents d'avoir la possibilité de partir avant 60 ans. Après 20, 30 ou même 35 ans passés à l'usine, certains piaffent même

d'impatience : « Si je touche assez, je me tire tout de suite ». Seulement voilà, tous les travailleurs de la tranche d'âge concernée ne pourront pas partir puisqu'il y a 202 personnes alors que la demande de convention FNE porte sur 122 personnes. Il y a donc un fort mécontentement de la part de nombreux travailleurs qui aspirent à partir mais qui ont peu de chances d'être dans le lot. Cela dit, des travailleurs se désisteront certainement, car 65 % du salaire en pré-retraite, c'est tout de même une forte amputation du pouvoir d'achat et des inquiétudes existent également sur les capacités des ASSEDIC à garantir les versements, du fait des 2,5 millions de chômeurs : « Est-ce qu'ils nous verseront toujours 65 % jusqu'à 60 ans ? ».

D'autre part, la direction a décidé que la totalité du secteur « Minérale » sera transféré sur le site Rhône-Poulenc de Clamecy (Nièvre). Par contre,

une réorganisation étant également prévue à l'usine de Saint-Aubin-les-Elbeuf (Seine-Maritime), autre usine de la division Santé de Rhône-Poulenc, c'est le site de Vitry qui reprendra la totalité de l'extraction des moûts antibiotiques.

Cette diminution des effectifs n'est pas causée par une quelconque baisse d'activité. D'ailleurs, parallèlement à ces mesures, la direction a déjà fait savoir qu'elle avait l'intention d'accentuer le travail posté dans l'usine (3 x 8 et 4 x 8) afin d'augmenter la productivité. Comme le disent des ouvriers de fabrication : « Pendant un temps on a craint pour notre emploi. Maintenant, on est sûr que du travail, il y en aura ». Mais d'ajouter aussitôt : « Seulement il y en aura même la nuit, les dimanches et les jours de fêtes ».

Cette réduction des effectifs n'est donc que l'un des éléments d'un plan de restructuration plus vaste qui vise, dans le cadre de la lutte entre les trusts pharmaceutiques mondiaux, à augmenter la rentabilité, la compétitivité de la branche pharmacie de Rhône-Poulenc S.A. L'intention de la direction est de « diminuer les coûts de gestion et de production de 20 % ».

Les syndicats CGT et FO de l'entreprise revendiquent le remplacement des départs prévus par un nombre d'embauches équivalent.

Mais pour l'instant, que ce soit sur cette revendication ou sur une autre, le climat à Vitry n'est pas à la riposte.

Correspondant LO

Ils ne savent plus quoi inventer

Dans toutes ses pubs qu'il distille dans les journaux, RP déclare modestement : « RP nourrit, soigne, habille, construit, protège la vie et les cultures, permet aux hommes de communiquer ». Et ceci, aux quatre points du globe. Rien que ça ! Comme dieu, si RP n'existait pas, il faudrait l'inventer !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc CNG Vitry-sur-Seine.

Un patron qui se croit tout permis

L'entreprise du bâtiment Rosati a licencié ses 99 employés, sur décision du tribunal de commerce, le 30/10/84.

Depuis le début de l'année, nous sentions bien que l'entreprise ne tournait pas fort. Mais ce n'est que le dernier jour, et sans préavis, qu'on nous a dit de rapporter nos outils et qu'on nous a annoncé que nous allions recevoir notre lettre de licenciement. Etant méfiants, nous sommes quand même allés sur le chantier le lendemain, mais la lettre est arrivée le lundi suivant.

Ce n'est que fin novembre que nous avons fini par toucher notre paye d'octobre. Et cela, non sans mal : il a fallu faire de nombreuses démarches, et même s'entendre dire par le

comptable de l'entreprise : « Ce n'est pas parce que vous êtes chômeurs que vous devez venir nous faire chier tous les jours ». Et même, à une dizaine qui font leur préavis, nous avons été chercher le comptable à la cafétéria où il mangeait, et nous l'avons bouclé avec le patron dans le bureau pour qu'ils s'expliquent sur notre paiement.

A la télé régionale, il a été dit que tous les ouvriers avaient été recyclés. C'est faux : aucun ne l'a été.

Actuellement, l'affaire n'est pas encore terminée car, pour avoir droit à l'allocation chômage, le patron nous fait lanterner et refuse de remplir certains papiers nécessaires pour le dossier des ASSEDIC.

Correspondant LO

Echos des Entreprises

Non, c'est pas comme ça !

Au Montage un travailleur n'en pouvait plus. La cadence avait augmenté depuis septembre et il passait ses journées à courir d'un côté à l'autre de la voiture.

Quand une dizaine de délégués sont intervenus, l'agent de secteur a dit : « C'est comme ça ».

Le sous-directeur a reculé et a été obligé d'admettre que la charge de travail était trop importante ; aussi le poste a été aménagé.

C'était une façon de dire que l'agent de secteur était un irresponsable. Mais ça n'empêche pas le sous-directeur de lui serrer la main.

Enfin, ils sont utiles !

Les ordures s'accumulent dans les ateliers et les aires de repos. Car, depuis les licenciements, elles ne sont plus systématiquement ramassées, à cause du manque de personnel.

Au Ferrage, on a eu la bonne surprise de voir la maîtrise, la semaine passée, faire le ramassage des ordures.

Enfin la maîtrise s'occupe utilement et améliore les conditions de travail des ouvriers. Bravo ! On en redemande !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Aulnay.

Les grandes manœuvres

Mercredi dernier, ça a été les grandes manœuvres à la Banlieue. Tous les contrôleurs étaient mobilisés. Les chefs étaient tous là.

Pour ce jour de gloire, la direction avait même sorti une note de service invitant même ceux qui n'étaient pas des as de la pince à monter au feu.

Ainsi, toute la journée, il y a eu des contrôles dans des trains bondés, des descentes à la sortie des gares de banlieue.

Bilan de la bataille : aucune perte du côté des cheminots. Il n'y a pas eu d'émeute : la SNCF peut s'estimer heureuse.

Le point sur le I

La semaine dernière, une boîte aux lettres en forme de « I », intitulée « Faites aboutir une idée », est apparue au réfectoire. Pour être sûr que nous ne risquions pas de la confondre avec une poubelle, il y avait un petit prospectus pour expliquer le mode d'emploi.

Le ministère de la Fonction publique nous y invitait à suggérer des idées pour améliorer le service rendu, et ici il s'agissait des malades. Il ne faut pourtant pas être un grand sorcier pour se rendre compte que, si nous n'étions pas aussi débordées, si nous étions plus nombreuses, nous aurions davantage le temps de nous en occuper.

On n'embauche pas dans la Fonction publique, mais le gouvernement a des idées... d'idées.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Centre Hospitalier de Troyes.

Ça dépasse la mesure

Des ajusteurs de Saint-Ouen partis en formation ont eu la joie de voir qu'ils étaient là pour apprendre à se servir... d'un pied à coulisse. Instrument dont ils se servent tous les jours à l'usine.

Pour mesurer la cervelle des gens qui organisent la formation, le petit palmer de précision est encore trop grand.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Saint-Ouen.

Inauguration d'un centre Thomson à Cergy-Pontoise :

Les travailleurs troublent la fête

Le 5 décembre dernier, la Thomson organisait l'inauguration d'un nouveau centre à Cergy-Pontoise baptisé Téléspace. Dans ses déclarations d'intentions, la direction expliquait avec aplomb qu'il était plutôt rare de voir des inaugurations d'usine, alors qu'on voit partout des fermetures d'entreprises !

En fait de nouveau centre, il ne s'agit pour la Thomson que d'un de ses innombrables déplacements de sa production, avec mutation de personnel et sans création du moindre emploi.

Depuis mars dernier, la Thomson-Levallois (rebaptisée Alcatel-Thomson depuis la fusion avec la CGE) a envoyé une partie de sa fabrication à Cergy-Pontoise.

Elle a donc loué un terrain dans la zone industrielle de Cergy-Saint-Christophe et y a fait construire des bâtiments ultra-modernes. Elle y a installé les trois cents personnes qui travaillaient auparavant à Levallois sur les stations terriennes, dont cent techniciens et cent cinquante ingénieurs et cadres.

Pour la direction, l'inauguration devait être une occasion de se faire de la publicité. Elle avait lancé plus de cinq cents invitations, dont certaines en direction de pays voisins, comme l'Angleterre par exemple.

Elle avait fait installer de grandes antennes dans la cour et monter un système de vidéo-conférence simultanée entre plusieurs entreprises du groupe et retransmis par satellite.

Place à la technique de pointe, n'est-ce pas ?

Pour ses invités, elle avait prévu des petits cadeaux, comme par exemple des stylos plaqués or à 1.000 F pièce. Elle avait loué des chambres dans des hôtels luxueux et fait servir champagne, whisky, petits fours, cuisses de caille chaudes, prévus à discrétion au milieu d'un décor floral de location.

La direction entendait bien que cette petite fête ne soit pas troublée par la présence des travailleurs.

Elle avait donc fait construire des cloisons, au

milieu des bureaux où des visiteurs étaient susceptibles de passer, pour... « cacher les secrétaires ».

Consigne avait été donnée pour le personnel de porter le badge avec nom et photo, pour ne pas être confondus avec des visiteurs égarés. Pas question qu'un travailleur soit à l'inauguration car, « comme il y a plus de travailleurs que d'invités, cela mettrait ces messieurs mal à l'aise », expliquait le directeur du centre.

Le jour de la réception, le parking avait été transformé en parking visiteurs et les voitures des travailleurs reléguées derrière l'usine.

Enfin, ce fut le grand cinéma : le ruban symbolique coupé devant les journalistes, en rangs d'oignons, la direction, le préfet, les officiels, trois cents visiteurs

au total se sont retrouvés, le verre à la main.

Un spectacle indécent, provocant, quand on sait que parmi les 6 000 licenciés dans la téléphonie 1 500 sont des Thomson et qu'à quelques kilomètres de là, à Conflans-Saint-Honorine, dans un autre centre Thomson, 1 000 suppressions d'emploi sont prévues.

Ils n'étaient pas de la réception, mais ils se sont invités eux-mêmes. Et en plein milieu de l'inauguration, une délégation d'environ 200 travailleurs de ce centre est venue manifester sa colère.

Ils ont déployé les banderoles aux cris de « *Imbert* (le directeur de la branche), *on aura ta peau !* ». Ils ont franchi les grilles. La direction affolée a fait alors fermer les portes anti-feu. Et quand les manifestants

sont entrés dans le hall, il ne leur restait plus qu'une seule issue... la salle d'inauguration, dans laquelle ils se sont naturellement engouffrés.

Ils ont dénoncé le plan de licenciements de la Thomson et mis en cause Rocard, le maire de Conflans, sur les licenciements. Ils ont expliqué au personnel de Cergy que l'actuel directeur est leur ancien directeur et que c'est lui qui y a mis au point le plan de licenciements. Et pendant qu'ils y étaient, ils ont goûté les spécialités du traiteur Thomson...

Bref, une inauguration réussie, où les invités ont pu prendre connaissance de tous les aspects de la maison Thomson : d'un côté son matériel de pointe, et de l'autre ses plans de licenciements !

Correspondant LO

L'inauguration vue par ceux de Conflans

C'est mercredi 5 décembre que la nouvelle de l'inauguration s'est répandue dans l'usine de Conflans-Saint-Honorine. De là à saisir l'occasion pour aller dire deux mots à ces messieurs, et en particulier à Imbert — qu'on ne voit jamais à l'usine — il n'y avait qu'un pas, qu'un certain nombre de travailleurs ont franchi en proposant l'idée à leurs collègues et aux syndicats.

Moins d'une heure plus tard, nous étions 250 à prendre la route en voitures individuelles et au son des klaxons. Il faut dire que, malgré la précipitation, beaucoup d'entre nous voyaient là l'occasion de marquer le coup. En effet la veille, lors d'une réunion entre la direction de CGE et les syndicats, le porte-parole de la CGE avait confirmé le projet de 1000 suppressions d'emplois à Conflans (sur 1600 salariés) et demandé aux syndicats et au personnel de se montrer « compréhensifs » !...

Arrivés devant les portes de Téléspace, gardées par deux agents un peu

perdus et quelques bras musclés du service de nettoyage, nous avons sorti nos banderoles et par mégaphone expliqué aux travailleurs de l'entreprise la raison de notre visite. Le ruban tricolore coupé et le buffet garni où bouteilles et petits fours abondaient nous ont donné du cœur à l'ouvrage et quelques slogans ont fusé : « *On veut voir Imbert* » qui a fait rire beaucoup d'entre nous car de loin il s'entendait comme : « *On veut boire un verre* »... ou bien : « *Deux verres ça va, Imbert bonjour les dégâts* », etc.

Les grillages n'ont pas tardé à céder à l'impatience générale et tout le monde s'est retrouvé à l'intérieur... Un des responsables de Thomson-Télécommunication, pas très rassuré d'ailleurs, est venu discuter avec nous. Il nous demandait d'être raisonnables et d'arrêter notre manifestation, car de nombreux clients potentiels étaient présents et notre action pourrait empêcher la signature de marchés, et par conséquent nous condamner

nos collègues de Téléspace au chômage. Voyant que nous n'étions pas dupes de ses sornettes, il est parti. Mais notre visite n'était pas terminée !

Nous avons fait irruption dans une salle de conférence où des messieurs en costume-cravate regardaient un film publicitaire. Notre entrée n'est pas passée inaperçue, surtout lorsque nous avons allumé la lumière et expliqué les raisons de notre visite à tout ce beau monde dont la majorité feignait de nous ignorer.

Quelqu'un a alors proposé au mégaphone « *Eh bien maintenant, les petits fours !* » Une hôtesse scandalisée lui a demandé : « *Vous n'allez pas faire ça ?* » « *Mais si* », ont répondu plusieurs camarades qui ont aussitôt joint le geste à la parole...

Sur le chemin du retour, tout le monde était satisfait d'avoir donné un coup de semonce à la direction de la CGE et de ne pas avoir respecté la règle du jeu. Correspondant LO

□ CAF (Paris 19^e)

C'est la faute à la crise !

A la Caisse d'Allocations Familiales, l'unité de gestion de Pantin vient d'emménager dans de nouveaux locaux, avenue Jean-Jaurès, dans le 19^e arrondissement de Paris. Depuis l'ouverture les allocataires affluent : 3 000 ont été reçus en 5 jours.

Dès lors, rien d'étonnant à ce que la tension monte. Le samedi 17 novembre 1984, une allocataire a frappé un huissier qui lui signalait la fermeture des guichets.

L'allocataire s'est ensuite introduite par la sortie de secours, frappant à coups de parapluie une guichetière qui finissait de ranger des fournitures dans un local proche et lui envoyant un violent coup de pied sur le pubis. L'employée a déposé une plainte.

La direction générale, répondant à une lettre de FO qui lui reproche de ne pas avoir prévu un accueil suffisant pour recevoir les allocataires, explique qu'elle donnera toute l'aide judiciaire et financière à l'employée, mais qu'avec la crise il faut que les guichetières s'attendent à des incidents.

Pour la direction, il est bien plus facile de prédire des incidents futurs que de les prévenir en augmentant le personnel et les locaux. D'autant plus facilement que ce n'est pas elle qui reçoit les allocataires.

Correspondant LO

HOUILLÈRES DE LORRAINE

Encore un mort

Jeudi 6 décembre, un mineur de 24 ans est mort au puits de La Houve à Merlebach, écrasé par une berline.

C'est le quatrième accident mortel aux Houillères depuis le 3 novembre, soit un par semaine, et le huitième depuis le début de l'année.

En matière de sécurité, la direction des Houillères prétend être « en pointe par rapport au reste des pays producteurs miniers ». Elle est surtout en pointe pour la rentabilité : 1 146 emplois supprimés, sur 24 000, depuis le début de l'année ; 4,5 tonnes de charbon par jour et par mineur, et un objectif de 5 tonnes par jour !

Le site de Merlebach est le plus rentable d'Europe. Un record que les mineurs des Houillères de Lorraine payent de leur santé et de leur vie.

Des livres à lire ou à offrir...

Noël et le Jour de l'An sont l'occasion d'offrir — ou de se faire offrir — des livres. Pour faciliter le choix de nos lecteurs, nous avons sélectionné quelques livres parmi ceux dont nous avons publié des critiques durant les six derniers mois.

Par ailleurs, nous signalons également quelques titres anciens qui viennent d'être édités dans des collections de poche à bon marché.

Romans

Cour martiale

de Howard Fast. Ed. Néo. 184 pages. 28 F.

Au cours de la Seconde Guerre mondiale, en Birmanie, un avocat militaire découvre qu'il croit aux idéaux démocratiques et s'oppose à un tribunal militaire décidé à exécuter un homme pour l'exemple. Cela donne un roman policier un peu didactique, mais qui se lit d'une traite.

Le mur de la peste

d'André Brink. Ed. Seuil. 85 F.

L'engagement d'une petite-bourgeoise sud-africaine, vivant en France : elle retournera dans son pays aux côtés de ceux qui combattent l'Apartheid.

Le printemps désespéré

de Fettouma Touati. L'Harmattan. Ecritures arabes. 175 pages.

A travers la vie de quatre jeunes Algériennes, la condition de la femme en Algérie, de l'Indépendance à nos jours : l'égalité reste à conquérir.

La place

d'Annie Ernaux. Ed. Gallimard

Annie Ernaux se décrit comme une « bourgeoise », issue d'un milieu de petites gens — ses parents tiennent un bistrot ouvrier — elle « s'en est sortie ». Son récit décrit la vie étriquée de ces « petites gens ». C'est bien écrit, cela sonne juste, mais son constat est quand même méprisant pour ces petites gens dont elle est issue, quelle que soit son affection pour eux. Prix Renaudot de cette année.

Les Canuts

d'E. et J. Vingtrinier. Ed. du Lyon. 89 F.

La vie d'un jeune tisseur de soie de Lyon, un « canut », pendant les insurrections ouvrières de 1831 et 1834. Ce roman, qui est en même temps un vrai livre d'histoire de ces tisserands lyonnais, a été édité pour la première fois en 1887.

L'été 36

de Bertrand Poirot-Delpech. Ed. Gallimard. 78 F.

La rencontre de deux mondes : une famille de patrons, de militaires et de freluquets d'Action Française fait connaissance avec une autre famille, ouvrière celle-là, à l'occasion des premiers congés payés en juillet 1936. En arrière fond, retracée par un auteur qui ne l'a pas vécue, la montée de la réaction, après la retombée de la vague gréviste. Attention, le style et les personnages sont un peu caricaturaux.

Avant le raz-de-marée.

de Seitu. Ed. Karthala. 60 F.

Inspiré de faits réels, ce roman raconte une grève des travailleurs de la canne à sucre à la Martinique, à travers le combat d'un jeune militant nationaliste.

Corruption

de Pramudya Ananta Tur. Ed. Cahier de l'Archipel. 38 F.

Court roman indonésien, décrivant la corruption de la société indonésienne du début des années 1950, au lendemain de l'Indépendance.

Jean Miguel

de Rachel de Queiroz. Ed. Stock. 69 F.

La vie de Jean Miguel, journaliste agricole dans un village déshérité du Nordeste, au Brésil, puis incarcéré pour un meurtre dans une prison sordide du village. Un réquisitoire contre la misère du Nordeste.

Une rumeur d'éléphant

d'Alain Gerber. Ed. Robert Laffont. 85 F.

Un conte cocasse et rocambolesque que l'auteur du *Faubourg des coups de trique* a situé à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, dans un ghetto juif, quelque part en Europe centrale. Avec un éléphant imaginaire comme personnage principal.

Laura Brams

de Patrick Cauvin. Ed. Albin Michel. 75 F.

Un roman d'amour et de suspense qui, grâce à la magie de la réincarnation, mêle la Haute-Egypte d'il y a 4000 ans, au monde d'aujourd'hui.

Le roi des éléphants

de Yachar Kémal. Ed. Folio Junior. 25 F.

Pour les enfants, mais pas seulement. Un conte du romancier turc : la lutte des gentilles petites fourmis contre la dictature des monstrueux éléphants.

Histoire et romans historiques

Guillaume le Maréchal ou le meilleur chevalier du monde

de Georges Duby. Ed. Fayard. 186 pages. 69 F.

Spécialiste du Moyen Age, Georges Duby étudie dans cet ouvrage la vie et la pensée des chevaliers, en commentant la biographie du comte anglais Guillaume le Maréchal, contemporain de Philippe-Auguste.

Lincoln

de Stephen B. Oates. Ed. Fayard. 120 F.

Derrière la légende de l'homme qui abolit l'esclavage aux Etats-Unis, un anti-abolitionniste qui craignait les Noirs. A travers le portrait de Lincoln, l'évocation des USA dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

La pensée vivante de Sandino

Lettres, textes, correspondances. Ed. La Brèche. 95 F.

Un document constitué par 171 textes divers d'Augusto-Cesar Sandino

(1895-1934), le chef de la guérilla anti-impérialiste dont les troupes réussirent à faire partir l'armée des Etats-Unis en 1933. Un témoignage sur la lutte nationale de celui qui sert de modèle aux dirigeants du Nicaragua aujourd'hui.

Pologne

de James Michener. Ed. du Seuil. 99 F.

L'histoire mouvementée de la Pologne vue depuis un petit village. Invasions, oppressions, massacres, révoltes, c'est la trame de l'histoire sanglante du peuple polonais. Malheureusement l'auteur ignore les villes et la classe ouvrière. Du coup, l'histoire de la Pologne moderne devient incompréhensible et assez décevante. Reste le passé qui peut justifier l'intérêt du livre.

Stalingrad

de Theodor Plievier. Ed. Flammarion. 80 F.

La bataille de Stalingrad, entre novembre 1942 et février 1943, décrite par un écrivain allemand qui recueillit de nombreux témoignages des rescapés. Un récit pour rappeler qu'Hitler a envoyé 9 millions d'Allemands à l'abattoir dans le même temps qu'il massacrait les peuples.

Livres politiques - reportages

1956, la destalinisation commence

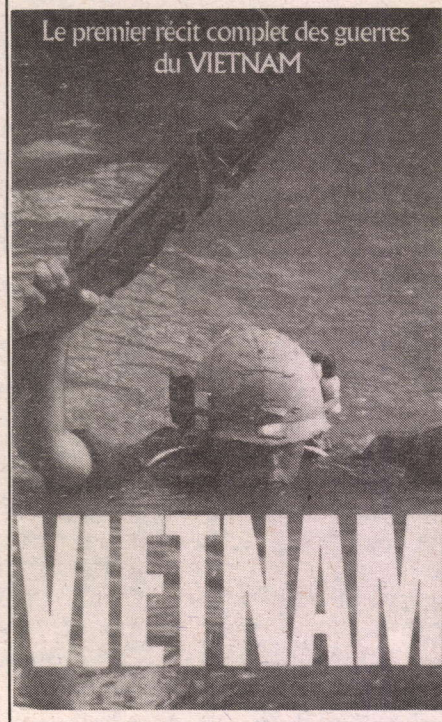
de Hélène Carrère d'Encausse. Ed. Complexe. 34 F.

En détaillant toutes les étapes de la montée de Khrouchtchev après la mort de Staline, l'auteur montre toutes les limites de la destalinisation qui ne fut un ballon d'oxygène que pour la bureaucratie et certainement pas le « retour au léninisme » que l'auteur pourtant s'efforce d'y voir.

Vietnam

de Stanley Karnow. Presses de la Cité. 434 pages. 100 F.

De la colonisation française à l'indépendance : une étude détaillée des deux guerres du Vietnam : contre la France et contre les Etats-Unis, qui s'enlisèrent dans le conflit pour tenter d'empêcher « l'extension du communisme ».



Au-delà du ciel - Cinq ans avec les Khmers Rouges

de Laurence Picq. Ed. B. Barraud. 211 pages. 78 F.

Une institutrice française, mariée à un cadre des Khmers Rouges, évoque, à travers des scènes qu'elle a vécues, la dictature meurtrière de Pol Pot au Cambodge, de 1975 à 1980.

L'aide alimentaire

Ouvrage collectif. Ed. Syros. 39 F.

Une dénonciation de la prétendue aide alimentaire des pays riches aux pays pauvres, à l'aide de faits, de chiffres et de textes. Quand le pillage se cache derrière.

Avenue Foch

d'Elizabeth Chavelet et Jacques de Danne. Ed. Balland. 79 F.

Enquête de deux journalistes de *France-Soir* sur les grandes fortunes de l'avenue Foch, et leur luxe tapageur.

La gloire du sabre

de Paul Vigné d'Octon. Ed. Quintette. 252 pages. 79 F.

Un pamphlet anti-colonialiste, écrit en 1900, qui dénonce le pillage des richesses et le massacre des peuples que la France entendait « civiliser ».



Divers

La radioactivité artificielle et son histoire.

de P. Radvanyi et M. Boudry. Ed. du Seuil. Points Science.

A l'occasion du 50^e anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle par Irène et Frédéric Joliot-Curie, un ouvrage à la fois historique et de vulgarisation scientifique sur cette découverte qui servit de base au développement de l'énergie nucléaire.

Deux albums de dessins de Plantu, dessinateur au *Monde* :

Politic Look

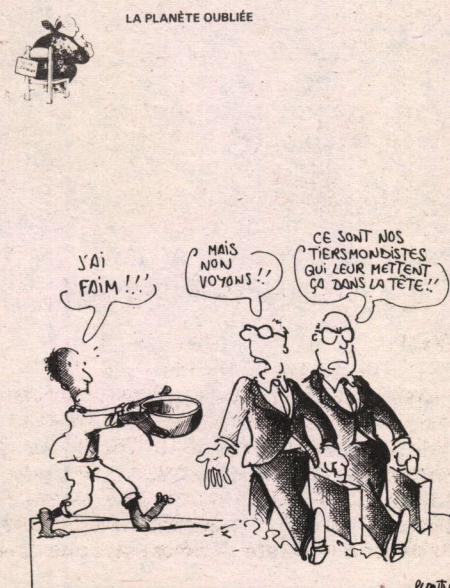
Ed. Du Centurion. 80 pages. 34 F.

En une trentaine de scénarios, les principaux événements politiques nationaux et internationaux de ces dernières années.

Pas nette la planète

Ed. La Découverte - Le Monde. 142 pages. 55 F.

Ce recueil rassemble les dessins de Plantu parus dans le journal *Le Monde* ces quatre dernières années.



en
collections
de poche

Capitaine des sables

de Jorge Amado. Gallimard (Imaginaire). 30 F.

La vie de gamins de Bahia, livrés à eux-mêmes dans une ville qu'ils connaissent comme leur poche.

Leur révolte contre la société conduira les uns et les autres vers des chemins différents.

Cacao

de Jorge Amado. Stock. 36 F.

Paru en 1933, c'est une dénonciation de l'exploitation des travailleurs dans les plantations de cacao brésiliennes. Les personnages sont simplistes, dans le style stalinien adopté par Amado à l'époque.

Vie et destin

de Vassili Grossman. Press Pocket. 16,50 F.

Une grande œuvre construite autour de la bataille de Stalingrad.

L'auteur dresse un tableau remarquable de la société soviétique de l'époque, vue tant au front, dans la ville, qu'à l'arrière.

Trafic d'or sous les T'ang

de Robert Van Gulik. 10/18. 30 F.

Spécialiste de la Chine ancienne, traducteur de vieilles œuvres chinoises, l'auteur a publié une série de « polars » se rapportant aux enquêtes du juge Ti, personnage qui vécut de 630 à 700. Mi-historiques mi-inventées, ces passionnantes énigmes constituent déjà 10 tomes dans la collection 10/18. Dans celui-ci, le juge Ti fait ses débuts de magistrat dans un port de la côte nord-est fertile en affaires criminelles...



La croisade de Lee Gordon

de Chester Himes. 10/18. 30 F.

La vie de travailleurs noirs embauchés dans les usines travaillant pour la défense nationale américaine lors de la Deuxième Guerre mondiale. Ils se heurtent au racisme de la police, des ouvriers et des syndicalistes blancs. L'auteur présente les militants du Parti Communiste Américain sous le jour le



plus péjoratif ; son livre est marqué par l'anti-communisme d'après-guerre. C'est cependant un roman-témoignage passionnant.

Les amants de Byzance

de Mika Waltari. Le Livre de Poche.

1453 : une puissante armée levée par le sultan Mohamed II assiège Constantinople. Après une résistance de sept semaines, la ville tombe, scellant la fin de l'Empire byzantin. Constantinople, aujourd'hui Istanbul, sera pendant cinq siècles la capitale de l'Empire turc. Une évocation historique pleine d'intérêt.

Au péril de la science

d'Albert Jacquard. Ed. du Seuil.

Albert Jacquard, généticien, déjà auteur entre autres de *L'éloge de la différence*, part en guerre contre toutes les conceptions pseudo-scientifiques selon lesquelles certains groupes humains seraient génétiquement supérieurs à d'autres. A la poubelle, les banques de sperme de prix Nobel, et les tests pour « mesurer » l'intelligence.

La femme du dimanche

de Fruttero et Lucentini. Points/romans

A travers une histoire policière complexe, embrouillée à souhait, c'est la grande bourgeoisie et les intellectuels turinois que les deux journalistes italiens égratignent avec humour.

Pierre le Grand

de Henri Troyat. 10/18. 21 F.

Pierre le Grand, le tsar qui, au début du XVIII^e siècle, a entrepris de moderniser la Russie, fait construire les premières manufactures, et essaye de faire adopter les mœurs occidentales.

Surtout, il a réduit le pouvoir de l'église orthodoxe, de la noblesse traditionnelle, tout en anoblissant des roturiers et en construisant une nouvelle capitale : Saint-Petersbourg (l'actuelle Leningrad)...

Mais ce novateur fut aussi un tyran sanguinaire : le servage s'est généralisé sous son règne, la construction de Saint-Petersbourg a coûté la vie à plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers quasiment réduits en esclavage.

Un livre passionnant sur ce tsar et sur la société russe de son époque.

L'Italie de Mussolini

de Max Gallo. Marabout

L'histoire du fascisme en Italie, et de sa chute. Comment l'ex-socialiste Mussolini a créé le mouvement fasciste et s'est hissé au pouvoir... en profitant de la passivité des socialistes restés au Parti Socialiste, incapables de proposer une issue révolutionnaire aux luttes de la classe ouvrière. Une leçon à méditer... y compris pour les amis socialistes de Max Gallo aujourd'hui.

« Billie Holiday »

Lady sings the blues.



Les éditions Parenthèses viennent de rééditer dans une nouvelle traduction l'autobiographie de la chanteuse de jazz Billie Holiday.

Moins connue du grand public qu'Ella Fitzgerald, sa carrière de musicienne a couvert une période allant des années 1930 aux années 1950.

Ce livre est donc une mine d'anecdotes sur la vie des musiciens de jazz de cette époque mais c'est surtout un document sur la condition des Noirs américains à la même époque. Et si elle a connu une certaine gloire, et une certaine réussite sociale, en tant que chanteuse, en tant que Noire, Billie Holiday n'a finalement jamais été acceptée par la société américaine. Tout le livre en témoigne.

Très sensible, Billie Holiday a ressenti profondément toute l'injustice de sa condition : « On a beau se couvrir de satin blanc jusqu'aux nichons, se mettre des gardenias dans les cheveux, ne pas voir de canne à sucre à perte de vue, c'est comme si on travaillait dans une plantation ».

Lorsqu'elle chante avec l'orchestre de Count Basie, on lui trouve la peau trop claire, et pour qu'elle ne passe pas pour une Blanche dans un orchestre de Noirs, elle doit mettre un fond de teint qui lui fonce la peau. Quand elle joue dans l'orchestre blanc d'Artie Shaw, c'est l'inverse qui choque.

Parfois, dans un orchestre où il y a deux chanteuses, elle et une Blanche, et qu'elles sont en concurrence, ni l'une, ni l'autre ne sont acceptées, et Billie de lancer à sa rivale : « Tu vois,

ma biche, avec ta pureté de traits et ta merveilleuse blancheur, tu ne vauds pas plus que moi. Ils ne nous veulent ni l'une, ni l'autre, nous sommes deux femmes ! » Ici, il est impossible qu'elle entre par la porte principale de l'endroit où elle va chanter le soir même. Là, elle ne peut même pas utiliser les toilettes sans que cela déclenche un scandale. Elle remarque à propos du jazz que certains appellent « musique de bordel » qu'à l'époque « un bordel était à peu près le seul endroit où les Noirs et les Blancs pouvaient se rencontrer normalement. »

Elle dénonce l'exploitation économique dont elle a été victime : « J'ai dû faire une centaine de disques entre 1933 et 1944, et je n'ai pas touché un centime de royalties dessus. » Son regard sur le monde des riches est acerbe : « Dans un quartier chic, (...) une putain pouvait être une bourgeoise, un maquereau, un homme en vue, un voleur un haut fonctionnaire ».

Née dans une famille misérable, tour à tour ovationnée et rejetée, se droguant ou tentant de se désintoxiquer, Billie Holiday lance à chaque ligne un cri de révolte contre la société américaine de son temps : « Je suis rapidement devenue une des esclaves les mieux payées de la région, à raison de mille dollars par semaine, lance-t-elle, mais je n'avais pas plus de liberté que si j'avais cueilli le coton en Virginie, il y a cent ans. »

Jacques FONTENOY
Lady sings the blues de Billie Holiday. Ed. Parenthèses. Collection Epistrophé. 153 pages, 80 F.

Dimanche 16 décembre

16 h. FR3. L'Oiseau vert : comédie d'après Carlo Gozzi, le grand rival de Goldoni dans la Venise du XVIII^e siècle. Adaptation et mise en scène de Benno Besson présentée au TEP à Paris, il y a deux ans. Une fable fantastique avec masques, lumières, couleurs et décors féériques.

20 h 35. TF1. L'ultime attaque : film anglais de Douglas Hickox avec Burt Lancaster et Peter O'Toole. A la fin du XIX^e siècle, l'expansion du colonialisme anglais en Afrique se heurte à la volonté du peuple zoulou de défendre sa terre et ses droits.

20 h 35. FR3. Philippe Soupault et le surréalisme. 3^e et dernière partie.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit, cycle curiosités : Jet Pilot, de Josef von Sternberg avec John Wayne. Une comédie sur le thème de l'espionnage.

Lundi 17 décembre

20 h 35. TF1. Les nerfs à vif, film américain de J. Lee Thomson (1962), avec Gregory Peck, Robert Mitchum. Un homme décide de se venger après avoir purgé une peine de dix ans de prison.

20 h 35. A2. Le grand échiquier. Jacques Chancel donne l'antenne à de jeunes artistes, encore ignorés ou mal connus, entourés de vedettes.

20 h 35. FR3. Tout feu, tout flamme, film de J.P. Rappeneau (1981), avec Yves Montand et Isabelle Adjani. Les relations entre un père mythomane et égoïste et sa fille, maîtresse femme.

Mardi 18 décembre

20 h 35. TF1. L'odyssée de l'équipe Cousteau : Clipper-ton, île de la solitude. Une enquête sur cet atoll de 4 km de diamètre perdu en plein Pacifique.

20 h 40. A2. Le Parrain N° 2, film de Francis Ford Coppola (1974) avec Al Pacino, Diane Keaton et Robert de Niro. La suite des aventures d'une famille sicilienne immigrée aux USA.



20 h 50. FR3. La dernière séance : Le Vagabond des mers, film d'aventures avec Erol Flynn (1953) suivi, après les informations, de **La Caravane héroïque**, de Michael Curtiz (1940) avec Erol Flynn, Miriam Hopkins, Randolph Scott, Humphrey Bogart. Un fameux western qui se déroule pendant la guerre de Sécession, mettant aux prises Nordistes, Sudistes et bandits.

Mercredi 19 décembre

20 h 35. A2. Jacques le fataliste et son maître, téléfilm d'après le conte philosophique de Diderot, réalisé par Claude Santelli, avec Patrick Chesnais, Guy Tréjean, François Périer.

21 h 45. TF1. Portrait imaginaire de Gabriel Bories. Claudine Bories trace le portrait de son père, syndicaliste en France dans les années 1930, à partir de photos, d'interviews, d'images d'archives, d'extraits de films, de chansons.

22 h 30. FR3. Les Marx Brothers dans une comédie de Sam Wood : **Un jour aux courses.**

22 h 45. A2. El Tango. Le spectacle monté aux Bouffes du Nord en septembre 1984, avec la chanteuse italienne Milva et Astor Piazzola, le prince du bandonéon. Accents déchirants, frissons garantis et spectacle étonnant.

Jeudi 20 décembre

20 h 35. A2. Sous le plus grand chapiteau du monde. Superproduction de Cecil B. de Mille (1952) sur le monde du cirque.

20 h 35. FR3. Barabbas, film italien avec Anthony Quinn et Sylvana Mangano (1962). L'histoire romancée de celui qui fut gracié par la foule qui condamna le Christ et une évocation de la Rome antique.

20 h 45. TF1. La Dictée. Le dernier épisode de ce feuilleton abandonne les débuts de l'école publique pour faire le point sur la situation actuelle de l'enseignement.

21 h 45. TF1. Infovision. C'était 1984. 12 reportages sur des sujets qui ont marqué l'actualité de l'année (le conflit des routiers, le Liban, l'Irak contre l'Iran, la famine, les Jeux Olympiques, etc.).

Vendredi 21 décembre

20 h 35. FR3. Le tueur triste, téléfilm d'après un roman de Frédéric Dard, avec Edwige Feuillère, Guy Marchand et Michel Creton. Maurice et Simon organisent le braquage d'une bijouterie à Nice, pendant le carnaval. Pas triste...

21 h 50. TF1. Histoire du rire. Emission en 6 parties dont la première s'intitule **Naissance du rire.** Une occasion de voir ou revoir des extraits des grands classiques de l'humour ou du burlesque.

22 h. FR3. Laissez passer la chanson : le dernier tango à Paris. Pour le cinquantième anniversaire de la mort de Carlos Gardel, l'inventeur du Tango, musique et danse des années 1930.

23 h. Ciné-club, cycle western : La prisonnière du désert, de John Ford avec John Wayne. Un film qui veut, entre autres dénoncer le génocide des Indiens par l'armée américaine dans le Texas du lendemain de la guerre de Sécession.



« Kandinsky »

à Beaubourg (Jusqu'au 25 février 1985).

Le Centre Pompidou propose en ce moment une vaste rétrospective de l'œuvre de Wassily Kandinsky, pionnier de la peinture abstraite.

Depuis la fin du XIX^e, en France notamment avec les Impressionnistes, les peintres d'avant-garde remettaient de plus en plus en question les rapports que l'art entretenait avec la réalité depuis la Renaissance italienne. Kandinsky lui-même rapporte le choc qu'il a ressenti dans sa jeunesse en voyant une meule de foin peinte par Monet : « Je me trouvais pour la première fois, écrit-il, devant une peinture qui représentait une meule de foin, ainsi que l'indiquait le catalogue, et que je ne reconnaissais pas... L'objet employé dans l'œuvre, en tant qu'élément indispensable, perdit pour moi son importance ».

Dès 1904 à Paris, les « Fauves », autour de Matisse, utilisent des couleurs vives sur leur toile.

Un peu plus tard les « Cubistes », autour de Picasso, procèdent à une géométrisation de plus en plus poussée des formes. Mais chez les uns comme chez les autres, l'objet, il est vrai transformé de façon parfois bizarre, restait reconnaissable.

Kandinsky franchit le pas en peignant en 1910 sa première aquarelle abstraite. Il se heurta à l'incompréhension, y compris d'une partie de l'avant-garde de Munich, où il était venu apprendre la peinture à l'âge de 30 ans. Il appartenait à toute une génération de peintres russes qui, dans la période d'effervescence artistique qui a immédiatement précédé et suivi la révolution de 1917, ont profondé-

ment innové dans le domaine de la peinture.

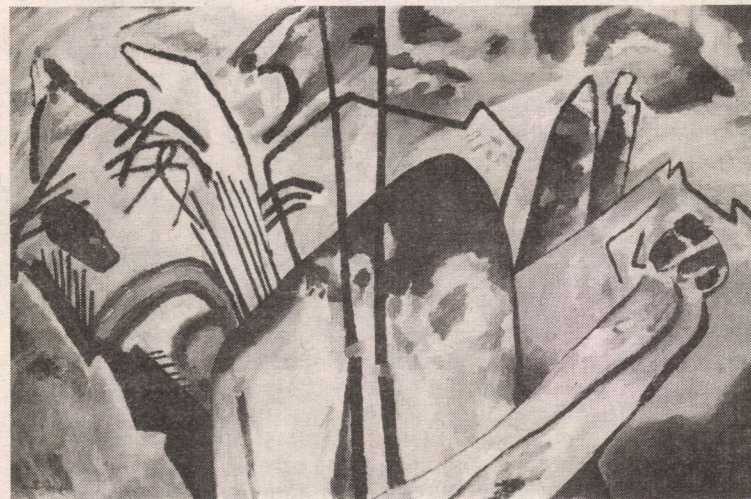
A partir de 1911, Kandinsky tente d'utiliser les couleurs et les lignes à la manière dont la musique traite les sons et les rythmes. Il accomplit parallèlement une œuvre théorique pour justifier cet art nouveau par une étude de la valeur psychologique des couleurs et des formes. Il écrit, par exemple : « Le rouge, couleur sans limites, essentiellement chaude, agit intérieurement comme une couleur débordante d'une vie ardente et agitée ».

A partir de 1917, sa production se raréfie. C'est que Kandinsky accepte l'invitation qui lui est faite par Lounatcharsky d'entrer au commissariat de la Culture populaire du jeune Etat soviétique. En 1917, il est commissaire des Musées russes et en 1921, il fonde l'Académie des Arts et des sciences, à une époque où, jusqu'à la mort de Lénine, la liberté de création des artistes en Union Soviétique était totale.

A partir de 1921, il poursuit sa carrière artistique en Allemagne, qu'il quitte pour Paris en 1933, à l'arrivée de Hitler au pouvoir. Il meurt en France en 1944.

Quel que puisse être le caractère déroutant des œuvres abstraites de Kandinsky, le visiteur reste saisi par la véritable fanfare de couleurs de ses œuvres. Une très belle exposition qui peut être complétée par les conférences-animations, qu'organise le Centre Pompidou.

Alain LEMOINE



« Composition IV », 1911.



« Avec l'arc noir », 1912.

« GREMLINS »

de Joe Dante
présenté par Stephen Spielberg



Joe Dante est un auteur de films d'épouvante (*Hurléments*, *Piranhas*) et Spielberg n'est plus à présenter. Ensemble, ils ont réalisé un film où l'on trouve à la fois des procédés — et des pastiches — des films d'horreur et quelques-uns des ingrédients déjà utilisés par Spielberg dans *E.T.* ou dans *Rencontres du troisième type*.

Une créature venue d'ailleurs — ici d'une boutique d'un vendeur chinois de Chinatown à San Francisco — qui est plutôt sympathique, mais que les humains, par leur légèreté, leur inconscience, transforment en affreux petits monstres (car ils se multiplient quand on les mouille !). La fable est claire, les humains « ne sont pas prêts » à accueillir de telles créatures. Celles-ci reviendront peut-être un jour lorsqu'ils seront prêts...

Dans l'intervalle, les méchants Gremlins ravagent une tranquille petite cité américaine qui s'apprêtait à fêter paisiblement une soirée de Noël. Ces hordes de petits démons cassent tout, massacrent allègrement, et font régner un climat d'épouvante et de désolation.

Cela n'empêche pas de rire, de s'attendrir parfois devant la gentillesse du bon Gremlin, mais on frissonne d'angoisse le plus souvent.

Il paraît que c'est destiné aux enfants. Espérons que les chers petits auront le cœur bien accroché et qu'ils feront moins de cauchemars que les adultes.

Si *E.T.* était une réussite incontestable, en exploitant le même filon, Spielberg et Joe Dante n'ont fait qu'un « sous-E.T. ». Cela dit, on ne s'ennuie pas à voir les turpitudes de ces horribles diabolins dont on finit par oublier qu'ils sont de caoutchouc et de plastique.

Rassurons quand même les spectateurs inquiets, malgré quelques morts ici et là, tout finit bien.

A.V.

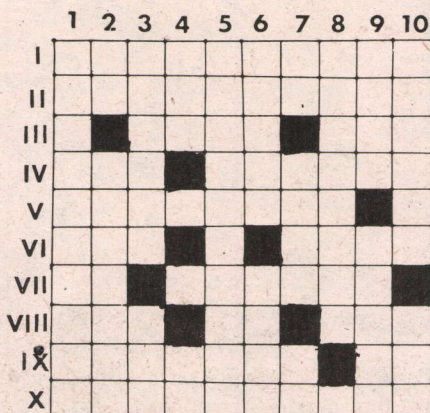
« HOTEL NEW YORK »

de Jackie Raynal

Jackie Raynal, la réalisatrice, raconte là un bout de sa propre histoire, celle d'une cinéaste française débarquant à New York pour y travailler et présenter un film d'elle. Apparemment, cela n'a pas été sans peine (il faut trouver à se loger, à travailler) et cela nous vaut un bref coup d'œil sur quelques personnages marginaux qui gravitent autour du cinéma. Mais on s'ennuie vite car les démêlés de Loulou, la cinéaste, avec la vie ne sont pas très passionnants. Heureusement, cela ne dure qu'une heure...

C.C.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. Sur les quais. II. Voyais. III. Sort du bain - Est caché par des feuilles de vigne. IV. Surface - Supporta. V. Sans arrêt. VI. Déduit - Sous le manteau. VII. Grecque - Tire sur le noir. VIII. Salut d'hier - Connu - Pépinière de grosses légumes. IX. Garnitures - Anonyme. X. Confine les connaissances dans un cercle restreint.

VERTICALEMENT

1. Qui nie l'évidence. 2. Pas digestives du tout. 3. Pas forcément juste - Très personnel. 4. Inversé : lentilles - Premier échelon. 5. Mélange en tous genres. 6. Brâment - Travailler. 7. Pour le coursier - Vichyste - Ouvre bien des possibilités. 8. A les pieds dans l'eau. 9. Faire une relation - Bonne réputation. 10. Intervalle - Porte le bonnet.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	R	E	V	E	C	O	E	U
II	A	I	L	E		O	I	L	L
III	F	O	U	R	M	I	L	I	E
IV	E			M	A	T		G	M
V	T	A	M	I	S			R	I
VI	I	R	I	S			U	B	E
VII	E	R	E	S	I	P	E	L	E
VIII	R	E	L	E	V	E	R	E	N
IX	E	T		A	E	R	A		E
X	S	E	A			E	S	S	E

FILMS RÉCENTS...

AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Impérial Pathé 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). St-Germain Huchette 5^e (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs Elysées 8^e (vo). Paris 8^e (vo). 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Athéna 12^e. Escorial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Les Parnassiens 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet Beaugrenelle 15^e (vo). UGC Convention 15^e, Mayfair Pathé 16^e (vo). Calypso 17^e (vo). Pathé Clichy 18^e.

QUILOMBO
de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVIII^e siècle, une révolte d'esclaves traitée sur le mode de l'épopée.

Ciné Beaubourg 3^e (vo). Denfert 14^e (vo).

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Gaumont Halles 1^{er}. Gaumont Berlitz 2^e. UGC Danton 6^e. UGC Montparnasse 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. UGC Biarritz 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Sud 14^e. Gaumont Convention 15^e. Les Images 18^e.

MARCHE A L'OMBRE
de Michel Blanc

Avec Michel Blanc et Gérard Lanvin. Deux copains musiciens montent à Paris. C'est loufoque, et rempli de clins d'œil et de gags.

Gaumont Richelieu 2^e. UGC Opéra 2^e. Gaumont Colisée 8^e. George V 8^e. Paramount Opéra 9^e. Fauvette 13^e. Le Grand Miramar 14^e. Mistral 14^e. Gaumont Convention 15^e. Pathé Clichy 18^e.

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français Pathé 9^e. Les 3 Parnassiens 14^e (vo). Convention St-Charles 15^e.

ET LA VIE, ET LES LARMES, ET L'AMOUR
de Nicolas Goubenko

La société soviétique d'aujourd'hui, vue d'un hospice de vieillards. Tout en nuances... L'Épée de bois 5^e (vo).

CAL
de B. McLaverty

Le conflit entre les communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, à travers une histoire d'amour. Cluny Ecoles 5^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo).

... FILMS MOINS RÉCENTS

L'AVENTURE DE MADAME MUIR

de J.-L. Mankiewicz
Une femme s'éprend d'un fantôme.
Action Christine 6^e (vo).

CARMEN
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Raimondi, Domingo et Migenes-Johnson, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Publicis Matignon 8^e.

LE CUIRASSE POTEMKINE
de S. Eisenstein

La révolte des matelots du cuirassé en 1905. Grand Pavois 15^e. Attention le film ne passe qu'à 18 h 30 les jeudi, samedi, dimanche et lundi.

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE
de Jamis Uys

Les méfaits de la « civilisation » sur une tribu de Bushmans du désert du Kalahari, au Botswana, chaleureux et désohilant. Capri 2^e.

DON GIOVANNI
de Joseph Losey

L'opéra de Mozart joué dans des décors naturels. Splendide.

Cluny Palace 5^e (vo).

DUEL
de Steven Spielberg

Un camion fou poursuit un automobiliste sur des routes désertes. Suspense. Ciné Beaubourg les Halles 3^e (vo). St-Michel 5^e (vo). Georges V 8^e (vo). Lumière 9^e. 7 Parnassiens 14^e (vo).

GEORGIA
d'Arthur Penn

Portrait d'une jeune américaine et des hommes qu'elle aime. L'Amérique contemporaine d'une jeunesse indécise — un peu mièvre. Espace Gaité 14^e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE

Un des meilleurs films qui aient été faits contre la guerre. Samedi à 18 h 50 au St-Ambroise 11^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE
de Robert Haines

Quand on est le neuvième héritier d'une grande famille, il faut bien éliminer les huit autres. Un chef-d'œuvre d'humour britannique. Balzac 8^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT
de F. Brusati

Un travailleur immigré italien ne parvient pas à trouver sa place en Suisse. Une satire mordante de la Suisse prospère. Saint-Michel 5^e (vo).

WHISKY A GOGO
d'Alexander Mackendrick

Un grand film d'humour britannique. Quand un navire chargé de whisky s'échoue au large de l'Ecosse. Reflet Logos 5^e (vo). Balzac 8^e (vo). Olympic 14^e (vo).



La France, gendarme de l'Afrique

Les troupes françaises complices des massacres perpétrés dans le sud du Tchad

Le retrait des troupes françaises du Tchad, alors que les forces libyennes seraient toujours présentes dans le nord du pays, a donc été au centre des problèmes abordés par le sommet franco-africain.

Pour l'instant, et c'est ce que Mitterrand a tenu à redire, il n'est pas question de renvoyer d'importantes forces armées au Tchad. L'heure est à « Manta sans Manta », selon son expression, et s'il s'agit toujours de « défendre l'intégrité territoriale du Tchad », c'est jusqu'à nouvel ordre « au sud de la ligne rouge, c'est-à-dire du 16° parallèle ».

Mais si les troupes françaises de l'opération Manta ont effectivement quitté le pays et s'il n'y a plus officiellement que quelque 80 soldats français au Tchad, la présence militaire française est toujours là et bien là. Environ 150 instructeurs militaires, sous le commandement d'un lieutenant-colonel, poursuivent la formation et l'encadrement des troupes des FANT (Forces Armées Nationales Tchadiennes), l'armée d'Hissène Habré.

Ainsi au camp militaire du But, rapporte le correspondant de *Libération* (12 décem-

bre), « ce sont 28 Français qui font tourner la boutique. De jeunes recrues de 13 à 25 ans apprennent ici le maniement du fusil, du pistolet mitrailleur, de la mitrailleuse et du lance-roquette anti-char ».

En fait, poursuit-il, « si l'instruction militaire française est destinée à la formation de l'armée tchadienne, elle semble surtout concerner pour l'instant les « soldats d'Hissène Habré » puisque les 1 800 hommes déjà formés à Koundoul (camp proche de N'Djamena) font partie de la « garde présidentielle » qu'iront rejoindre bientôt les quatre cents recrues actuellement en main. » Et de citer un instructeur : « Ici, on forme la garde prétorienne d'Hissène Habré, ces voyous, ceux qui iront rouler les mécaniques à N'Djamena et emmerder tout le monde... ». Tels sont les hommes que forme l'armée française, véritables mercenaires du dictateur, correctement vêtus et nourris, « presque les seuls à être payés correctement » dans un pays ravagé par la guerre et la famine.

Ce sont ces mêmes hommes de main, ces mêmes troupes de choc, encadrées, formées, armées par une poignée de militaires français,

qu'Hissène Habré envoie contre la population du sud du pays.

Là encore le correspondant de *Libération* (11 décembre) porte témoignage : « Lorsque l'on interroge Youssouf (l'un des hommes de troupe d'Hissène Habré) sur les massacres commis dans le sud par les FANT, il commence par nier. « Non, on ne tue que les ennemis, on ne s'attaque pas à la population. On fait des embuscades et on les tue tous. Quand ils se sauvent, on va dans les villages à côté et on interroge le chef et plusieurs hommes. Si on pense qu'ils nous cachent quelque chose, on les tue. C'est tout... ». Brûle-t-on les villages ? Youssouf ne dit pas brûler mais « caraméliser »... »

C'est en parlant justement de la situation dans le sud du pays que Mitterrand déclarait à l'adresse des participants au sommet de Bujumbura « que les Africains aident financièrement Hissène Habré à reconquérir le sud du pays ». Il aurait pu ajouter que l'armée française se chargeait, elle, de former les massacreurs qu'Hissène Habré lâche contre les populations du sud.



Le coût du voyage de Mitterrand

Pour transporter les participants au sommet de Bujumbura, les héberger, les nourrir, cela coûtera... 160 millions de francs : rénovation de deux hôtels de haut standing, transport d'une centaine de voitures françaises neuves, et pas du plus petit gabarit, puisqu'il s'agit de R 25, etc.

De plus, pour le seul Mitterrand et sa suite, quatre avions ont été affrétés, dont un Concorde et un avion spécial pour les 150 gendarmes du GIGN chargés d'assurer sa sécurité, ce que d'ailleurs Mobutu a qualifié « d'inamical », considérant que ses propres hommes de main auraient très bien fait l'affaire...

Pour permettre au grand chef blanc de venir donner des assurances aux dictateurs africains, l'argent à dépenser ne manque pas. Mais dès qu'il s'agit d'acheminer des vivres vers les populations affamées des pays africains, il n'y a plus que des mots, comme ceux que Mitterrand s'est permis à Bujumbura en parlant de la famine au Sahel et en Ethiopie : « Nous ne pouvons tolérer ce génocide par indifférence »... Par cynisme, alors ?

Ah, y fallait pas qu'il y aille

A la fin du sommet franco-africain de Bujumbura le chef de l'Etat mauritanien, Ould Haïdallah, a eu une mauvaise surprise : profitant de son absence, le chef d'état-major de l'armée, Ould Taya, s'est emparé du pouvoir. Qui va à la chasse perd sa place.

Lors du précédent sommet franco-africain, c'était le chef de l'Etat nigérien qui avait failli connaître la même mésaventure, mais la tentative de putsch avait échoué.

Bref, tous les autres dirigeants africains sont certainement bien contents maintenant d'être rentrés chez eux. Et, qui sait, Mitterrand lui-même...

Querelle de personnes en Mauritanie ? Divergence sur la politique à suivre à l'égard du Polisario et de la Libye ? On le saura sans doute bientôt.

Quoi qu'il en soit, les sommets franco-africains et les voyages en général constituent un réel danger pour tous ces dictateurs.

Si ça continue comme cela, plus personne ne voudra y aller.

Centrafrique

Il est loin, le temps où les socialistes français dénonçaient la collusion de Giscard d'Estaing avec le sinistre empereur Bokassa qui l'appelait son « cher parent » et lui offrait des diamants. Après le sommet franco-africain de Bujumbura, Mitterrand s'est rendu lui aussi en Centrafrique témoigner son amitié au successeur de Bokassa, le général Kolingba, avec qui jusqu'à présent il évitait de s'afficher. Car il ne vaut guère mieux que Bokassa.

Après Bokassa, la Centrafrique a connu un court intermède de gouvernement « civil » avec David Dacko, remplacé en septembre 1981 par Kolingba qui a carrément suspendu la Constitution et interdit les partis politiques. Les opposants, qui croyaient avoir l'appui de leurs amis socialistes français, se sont retrouvés en prison sans que ceux-ci bougent le petit doigt.

De toute façon, même au moment où le gouvernement français était censé être en froid avec le dictateur du Centrafrique, la coopération entre les deux régimes n'a pas cessé. L'Etat centrafricain, miné par la corruption, s'appuie sur l'aide matérielle et l'aide financière de l'Etat français. Au titre de la coopération, le gouvernement français dépêche en Centra-

De Bokassa à Kolingba, la même protection française



Kolingba satisfait regarde ses deux soutiens : l'Etat français et l'armée. (Ph. AFP).

frique du personnel d'encadrement qui occupe des postes à tous les niveaux, dans l'appareil d'Etat comme dans l'armée. Les cinq cents hommes de la garde présidentielle de Kolingba, qui sont son principal soutien, sont encadrés par des militaires français.

Et puis surtout, l'affaire tchadienne a accru le rôle stratégique du Centrafrique. C'est là que sont stationnés les 1 300 soldats français des EFAO (Eléments Français

d'Assistance Opérationnelle) et les avions Jaguar en état d'alerte permanente pour intervenir au Tchad ou dans tout autre pays africain « protégé » par la France. Par la même occasion, cette présence militaire française est un élément dissuasif à l'égard des opposants en tout genre.

La dictature centrafricaine, comme les autres régimes de l'Afrique dite « francophone », n'est rien d'autre qu'une création de l'Etat français, un

paravent pour la perpétuation de rapports d'exploitation instaurés à l'époque coloniale ; ni plus ni moins que sous Bokassa ; ni plus ni moins sous Mitterrand que sous Giscard. La seule différence est que Mitterrand, pendant quelque temps, a cherché à ce que ça ne se voie pas trop.

Mais qui sait, peut-être qu'un de ces jours on verra Giscard dénoncer la collusion de Mitterrand avec le régime sanglant de Kolingba !